



Grandir en plein dérèglement climatique

COMPLÉMENT DE L'INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS

Publié par l'UNICEF
Division de la communication mondiale et du plaidoyer
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis
Courrier électronique : pubdoc@unicef.org

Site Web : www.unicef.org

Citation suggérée : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Grandir en plein dérèglement climatique : Complément de l'Indice des risques climatiques pour les enfants*, UNICEF, New York, Novembre 2023.

ISBN: 978-92-806-5510-0

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), novembre 2023

Sources des données

GPW : CIESIN, 2019. *Gridded Population of the World, Version 4: Population Density, Revision 11*. Center for International Earth Science Information Network, université Columbia, publié par le NASA Socioeconomic Data and Applications Center (NASA SEDAC), (DOI 10.7927/h49c6vhw)

EC JRC/Google : EC JRC/Google, 2023. *JRC Global Surface Water Mapping Layers, v1.4*. Bruxelles et Mountain View, Californie : Centre commun de recherche de la Commission européenne et Google. <https://data.jrc.ec.europa.eu/dataset/jrc-gswe-global-surface-water-explorer-v1>

NASA MODIS : NASA MODIS, 2023. *Vegetation Indices Monthly (MOD13A3) Version 6.1*. Washington, DC : National Aeronautics and Space Administration, Moderate Resolution Imaging Spectroradiometer, (DOI 10.5067/MODIS/MOD13A3.061)

WPP : UNDESA, 2022. *Perspectives de la population mondiale 2022*, édition en ligne. New York : ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, <https://population.un.org/wpp/>

JMP OMS/UNICEF : JMP OMS/UNICEF, 2023. *Household Data*. Genève et New York : Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, <https://washdata.org/data/household#!/>

WRI : WRI, 2023. *Aqueduct Water Risk Atlas*. Washington, DC : Institut des ressources mondiales, <https://www.wri.org/applications/aqueduct/water-risk-atlas/>

PHOTO DE COUVERTURE

Une mère et sa fille observent des maisons inondées à Panyagor, dans le comté de Twic East, situé dans l'État de Jonglei, au Soudan du Sud.

© UNICEF/UN0594299/Naftalin

Grandir en plein dérèglement climatique

COMPLÉMENT DE L'INDICE DES RISQUES
CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS

Messages clés

Les changements climatiques menacent la vie, la santé et le bien-être des enfants, qui sont les plus vulnérables à leurs répercussions. Ceux vivant dans des communautés à faible revenu en particulier sont exposés à un risque élevé de préjudice.

Les enfants ne réagissent pas comme de petits adultes. Leur corps et leur esprit présentent une vulnérabilité sans égale aux effets des changements climatiques tels que la pollution, les maladies mortelles et les conditions météorologiques extrêmes. Pourtant, ils ne sont pas pris en compte ou sont largement négligés dans le cadre des discussions mondiales sur les changements climatiques et des financements s'y rapportant.

En 2021, le rapport de référence de l'UNICEF sur l'IRCE a examiné huit composantes des chocs et stress climatiques et environnementaux et conclu que 1 milliard d'enfants étaient exposés à des risques extrêmement élevés face aux répercussions de la crise climatique. Le présent rapport s'appuie sur l'IRCE pour étudier l'une de ces huit composantes : les pénuries d'eau (soit une insuffisance des ressources hydriques disponibles) et la vulnérabilité hydrique (c'est-à-dire la combinaison de la pénurie d'eau et du manque d'accès aux services d'approvisionnement en eau de boisson).

En 2022¹ :

- Près de 1 milliard d'enfants (953 millions) ont été exposés à un stress hydrique élevé ou extrêmement élevé ;
- 739 millions d'enfants ont été exposés à une pénurie d'eau élevée ou extrêmement élevée ;
- 436 millions d'enfants vivaient dans des régions frappées par une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée ;
- 470 millions d'enfants ont fait face à un risque de sécheresse élevé ou extrêmement élevé ;

¹ Les chiffres figurant dans ce rapport font référence aux 163 pays inclus dans l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF en 2021.

Alors que les pays du monde entier sont confrontés au stress hydrique et qu'ils luttent pour répondre à la demande en eau avec leurs réserves disponibles dans un climat en plein bouleversement, la conjugaison des pénuries d'eau et des infrastructures inadéquates d'approvisionnement en eau potable engendre une vulnérabilité hydrique. Pour remédier à ce problème, il est nécessaire de prévoir des mesures beaucoup plus audacieuses dans les plans nationaux d'adaptation et d'investir davantage dans le financement de l'action climatique.

Placer les enfants au cœur des interventions mondiales de lutte contre la crise climatique permettra non seulement de protéger leur santé et leur bien-être, mais aussi de renforcer les communautés et de bâtir des économies plus résilientes.

Lors de la COP28, les dirigeants mondiaux et la communauté internationale doivent prendre des mesures déterminantes avec et pour les enfants, afin de leur garantir une planète habitable. **Pour ce faire, il est impératif qu'ils :**

- Élèvent les enfants au rang d'acteurs à part entière dans la décision de couverture de la COP28 et qu'ils convoquent un dialogue d'experts sur les enfants et les changements climatiques ;
- Intègrent les enfants et l'équité intergénérationnelle dans le Bilan mondial ;
- Prennent en compte les enfants et la nécessité de mettre en place des services essentiels résilients aux changements climatiques dans la décision finale portant sur l'objectif mondial en matière d'adaptation ;
- Fassent en sorte que le Fonds pour les pertes et les préjudices ainsi que ses modalités de financement répondent aux besoins des enfants, et que les droits de l'enfant soient ancrés dans les processus de gouvernance et de prises de décision du Fonds.

Table des matières

Messages clés	2
----------------------------	----------

Avant-propos

De Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF	4
--	----------

PARTIE 1

Les changements climatiques bouleversent la vie des enfants	6
--	----------

Introduction	7
Les innombrables effets des changements climatiques sur les enfants	11
Relever les défis au niveau mondial	16

PARTIE 2

Gros plan sur les pénuries d'eau et la vulnérabilité hydrique	20
--	-----------

Définitions	21
Les changements climatiques aggravent les pénuries d'eau dans toutes les régions	22
L'amélioration de l'accès à des services EAH sûrs n'est pas assez rapide	28
La vulnérabilité hydrique résulte de la conjugaison des pénuries d'eau et d'un manque d'accès aux services EAH	30

Études de cas	36
----------------------------	-----------

PARTIE 3

Actions cruciales à mettre en œuvre pour garantir aux enfants une planète habitable	42
--	-----------

ANNEXE

Pays où les enfants sont les plus exposés aux risques – Classements de l'IRCE	46
--	-----------

Avant-propos

De Catherine Russell,
Directrice générale de l'UNICEF



République arabe syrienne, 2023

@ UNICEF/UN0795033/Deeb

L'échec de la communauté internationale face à la crise climatique – la plus grande menace qui soit pour la génération actuelle – a provoqué une crise des droits de l'enfant qui met en péril le droit fondamental de chaque enfant à la santé et au bien-être.

Année après année, les effets de cette crise s'accumulent, entraînant le déplacement de millions de personnes, des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations qui sèment le chaos, perturbent l'éducation et multiplient les maladies endémiques.

Pourtant, qu'il s'agisse des politiques ou du financement relatifs à l'action climatique, de la couverture médiatique ou encore du discours mondial sur les changements climatiques, tous négligent bien trop souvent le fait que les enfants, tant physiquement que psychologiquement, sont particulièrement vulnérables à la pollution, aux maladies mortelles et aux conditions météorologiques extrêmes.

En 2021, l'UNICEF publiait le tout premier Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) et décrivait ainsi de manière inédite la menace que les changements climatiques font peser sur les enfants à travers huit chocs climatiques et environnementaux. L'Indice a révélé que près de 1 milliard d'enfants, soit environ la moitié de la population infantile mondiale, vivaient dans des pays classés à risque extrêmement élevé, une situation qui ne devrait qu'empirer à mesure que les effets des changements climatiques s'intensifient.

Au cours de l'année passée, nous avons complété l'IRCE par une nouvelle étude et constaté ce qui suit :

- 559 millions d'enfants sont actuellement exposés à une fréquence élevée de vagues de chaleur, un chiffre qui devrait atteindre 2,02 milliards à l'échelle mondiale d'ici à 2050.
- Au cours des six dernières années, 43 millions d'enfants ont été déplacés en raison de catastrophes liées à des phénomènes météorologiques, ce qui représente quelque 20 000 déplacements d'enfants par jour.

Le présent rapport examine un autre problème majeur touchant les enfants et qui, selon toute probabilité, s'aggravera du fait des changements climatiques : les pénuries d'eau et la vulnérabilité hydrique. Le manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène a en effet des conséquences désastreuses sur tous les aspects de la vie d'un enfant.

Plus de 730 millions d'enfants sont exposés à des pénuries d'eau élevées ou extrêmement élevées et 436 millions d'enfants vivent dans des zones marquées par une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée.

Malgré les incidences incontestables de cette situation sur les enfants, leurs besoins sont relégués au second plan. En les négligeant, nous nous mettons tous en danger.

Alors que les enfants et les jeunes eux-mêmes lancent régulièrement des appels d'urgence afin de faire entendre leurs voix, ils ne jouent pratiquement aucun rôle formel dans les politiques et les prises

de décision liées au climat et sont rarement pris en compte dans les plans et les mesures d'adaptation, d'atténuation ou de financement de l'action climatique.

Cependant, ils ne perdent pas espoir et continuent de s'exprimer et d'agir pour exiger des interventions d'urgence face à la crise planétaire. Il est de notre responsabilité collective d'écouter les enfants et de les placer au cœur de l'action climatique.

Afin de lutter contre la crise planétaire qui menace les enfants, un élan mondial de partenariat est indispensable. Cette année, l'UNICEF s'apprête à lancer un Plan en faveur du développement durable et de l'action climatique, dans lequel il s'engage à galvaniser les efforts mondiaux en vue de combler les lacunes existantes et de protéger les enfants les plus vulnérables.

La COP28 est une occasion unique d'accorder la priorité aux enfants dans la lutte contre les changements climatiques.

Aussi, lors de la COP28, l'UNICEF appelle à :

- Élever les enfants au rang d'acteurs à part entière dans la décision de couverture de la COP28 et à convoquer un dialogue d'experts sur les enfants et les changements climatiques ;
- Intégrer les enfants et l'équité intergénérationnelle dans le Bilan mondial ;
- Prendre en compte les enfants et la nécessité de mettre en place des services essentiels résilients aux changements climatiques dans la décision finale portant sur l'objectif mondial en matière d'adaptation ;
- Faire en sorte que le Fonds pour les pertes et les préjudices ainsi que ses modalités de financement répondent aux besoins des enfants, et que les droits de l'enfant soient ancrés dans les processus de gouvernance et de prises de décision du Fonds.

La COP28 ne peut aboutir à un statu quo et nous ne pouvons continuer sur la même voie. Mettons tout en œuvre pour que cet événement marque un tournant décisif en plaçant enfin les enfants au centre de notre lutte commune contre les changements climatiques.



Éthiopie, 2022

Bukhari Aden, âgé de 10 ans, aide sa mère à conduire des chameaux jusqu'à un étang peu profond pour qu'ils puissent s'y abreuver. Il n'est jamais allé à l'école. « Il n'y a pas d'eau près du village. S'il y en avait à proximité, je pourrais facilement aller à l'école. »

© UNICEF/UN0639604/Ayene

PARTIE 1

Les changements climatiques bouleversent la vie des enfants

La crise climatique ne se contente pas de transformer la planète, elle entraîne également de profondes répercussions sur les enfants. Du moment de leur conception jusqu'à leur arrivée à l'âge adulte, les enfants voient leur santé et le développement de leur cerveau, de leurs poumons, de leur système immunitaire et d'autres fonctions vitales influencés par l'environnement dans lequel ils grandissent. Les enfants ne réagissent pas comme de petits adultes ; leur corps et leur esprit en plein développement présentent une vulnérabilité sans égale à la pollution, aux maladies mortelles et aux conditions météorologiques extrêmes.

Introduction

La vie de millions d'enfants à travers le monde est bouleversée par la crise climatique. Aucun point du globe n'est épargné par les changements climatiques qui touchent les enfants partout, même dans les pays à revenu élevé. Or, le monde est loin de prendre les mesures nécessaires pour les protéger.

En Europe, au Canada et aux États-Unis, l'inhalation des particules issues de la fumée des incendies de forêt par les enfants souffrant d'asthme et d'autres affections des voies respiratoires a aggravé leurs difficultés, les exposant à un risque de lésions à long terme. En outre, la sécheresse persistante qui frappe la Corne de l'Afrique, la désertification qui s'installe dans l'ensemble de la région du Sahel ainsi que l'intensification des pénuries d'eau au Moyen-Orient auront des conséquences profondes pour les enfants.

Les événements météorologiques liés aux changements climatiques ont été multipliés par 6 en Asie de l'Est et dans la région Pacifique au cours des 50 dernières années. En Afrique, 39 des 49 pays disposant de données présentent un score global figurant dans les catégories de risque « extrêmement élevé » ou « élevé » selon l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE). D'après les prévisions, les températures estivales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devraient enregistrer une hausse pouvant atteindre 4 °C d'ici à la période 2071-2100 par rapport aux températures préindustrielles.

Quelque 4,2 milliards de naissances sont attendues au cours des 30 années à venir. Pour ces enfants, il n'y aura pas de « nouvelle normalité » en matière de climat. À travers le monde, sécheresses, chaleurs et inondations extrêmes se font plus fréquentes et devraient gagner en gravité. Certaines régions sont d'ores déjà confrontées à l'alternance de ces trois catastrophes, auxquelles leurs infrastructures et services peinent à faire face.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux répercussions des changements climatiques. En comparaison avec les adultes, ils subissent de manière disproportionnée les effets des catastrophes, de la dégradation de l'environnement et de la crise climatique au travers de la pollution, des maladies mortelles et des événements météorologiques extrêmes. Ainsi :

- La dégradation de l'environnement et les changements climatiques favorisent la propagation de certaines maladies infantiles mortelles ;
- Les enfants sont davantage sensibles à la pollution de l'air que les adultes ;
- Les nourrissons et les jeunes enfants ont plus de mal à réguler leur température corporelle et sont davantage sujets à la déshydratation, ce qui les rend plus vulnérables lors des vagues de chaleur extrêmes ;
- La malnutrition infantile est aggravée par les mauvaises récoltes et l'augmentation des prix des denrées

alimentaires, elles-mêmes exacerbées par la hausse des températures et des précipitations due au dérèglement climatique ;

- Chaque année, 40 millions d'enfants voient leur éducation perturbée en raison de catastrophes dues aux changements climatiques, un chiffre qui ne cesse de progresser ;
- La chaleur extrême est associée à une augmentation des problèmes de santé mentale, notamment des troubles post-traumatiques et des dépressions chez les enfants et les adolescents.

Les enfants des pays à faible revenu sont tout particulièrement exposés aux risques dus aux changements climatiques. En 2021, plus des trois quarts des appels humanitaires des Nations Unies visaient à répondre (du moins en partie) à un phénomène météorologique extrême, contre 36 % en 2000, lesquels se sont également accompagnés d'une forte hausse des besoins de financement pour ce type d'événements depuis 2000. Certains aléas aggravés par les changements climatiques, tels que les sécheresses et les inondations, présentent non seulement des risques immédiats pour la vie et la santé des enfants, mais ils entraînent également une raréfaction des ressources (laquelle constitue une potentielle cause de conflits) et, par ricochet, le déplacement des enfants loin de leur foyer ainsi que la perturbation de leur éducation.



Les enfants sont ignorés. En dépit de leur très grande vulnérabilité, les enfants sont soit ignorés, soit très peu pris en compte dans le cadre de la réponse apportée aux changements climatiques. Ainsi, seuls 2,4 % du financement de l'action climatique provenant des principaux fonds multilatéraux en faveur du climat soutiennent des projets intégrant des mesures tenant compte des enfants.

Le mot « enfants » n'apparaît par ailleurs que deux fois dans le Rapport de synthèse du sixième *Rapport d'évaluation du GIEC* (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) de 2023. En outre, le Rapport de synthèse de l'ONU sur le dialogue technique du premier Bilan mondial, paru en septembre 2023, ne mentionne en aucun cas les « enfants » et ne fait référence à la « jeunesse » qu'à quatre occurrences.

Pourtant, les enfants et les jeunes lancent régulièrement des appels d'urgence afin de faire entendre leur voix sur les questions liées au climat. Comme l'a souligné le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, prendre en considération leurs droits et leurs points de vue permettrait d'aboutir à des politiques de protection de l'environnement plus ambitieuses et plus efficaces. Or, les enfants ne jouent pratiquement aucun rôle formel dans les politiques et les prises de décision liées au climat et ils sont rarement pris en compte dans les

Éthiopie, 2023

À Libemuket, un groupement de cinq villages situés dans le sud-ouest de l'Éthiopie, les changements climatiques et la sécheresse menacent les cultures et les animaux d'élevage, poussant la population locale au bord du gouffre.

© UNICEF/UNI417897/Pouget

plans et politiques existants en matière d'adaptation, d'atténuation ou de financement de l'action climatique. Selon l'analyse de l'UNICEF, seuls 23 % des contributions déterminées au niveau national (CDN) font état d'un processus d'élaboration participatif faisant intervenir les jeunes, et une part encore plus faible (2 %) mentionne la participation d'enfants.

Les enfants doivent se trouver au centre de la réponse mondiale. L'adaptation des services essentiels, la compensation des pertes et des préjudices, la réduction des risques de catastrophes, les systèmes d'alerte précoce et l'augmentation des investissements dans la décarbonation sont autant de mesures qui peuvent faire toute la différence pour les enfants, une différence entre la vie et la mort, entre des perspectives d'avenir et un monde marqué par des catastrophes.

Les gouvernements ont l'obligation de garantir un environnement propre, sain et durable afin de protéger et de faire respecter les droits des enfants.

Il est de notre responsabilité collective de placer les enfants au cœur des mesures urgentes menées en faveur du climat afin d'assurer à tous, y compris aux plus vulnérables, un avenir sur une planète habitable.

L'atténuation, l'adaptation et les pertes et préjudices : Les trois piliers de la COP28

Pour relever le défi de la crise climatique, des ambitions et des engagements politiques devront être formulés lors de la COP28 à l'égard des trois éléments pivots suivants :

L'atténuation, afin de réduire les émissions. Les mesures d'atténuation comprennent la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables, lesquelles sont de moins en moins onéreuses, la gestion de l'agriculture, du changement d'affectation des terres et de la déforestation, et le développement de villes plus durables pour ralentir le rythme des changements climatiques. Ainsi, l'action en matière d'atténuation passe notamment par le remplacement ou la modernisation des infrastructures physiques, le captage du carbone et la transformation de certains secteurs stratégiques tels que l'énergie. Il incombe en effet aux principaux émetteurs de carbone d'atteindre zéro émission nette à une date la plus proche possible de 2040 et de soutenir les économies émergentes en leur apportant le savoir-faire et les financements nécessaires afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs pour 2050.

L'adaptation, pour se préparer à un monde marqué par les changements climatiques et protéger ce dernier des effets les plus néfastes. Ces mesures nécessitent des adaptations physiques (par exemple la protection des littoraux, la modification de l'agriculture, l'amélioration de la gestion de l'eau et une meilleure gestion de la chaleur) mais aussi sociales (comme l'élargissement de la protection sociale, la facilitation de la mobilité et la gestion des risques de catastrophe).

Les pertes et les préjudices en termes de vies humaines, de terres, de moyens de subsistance ou de patrimoine culturel causés par la crise climatique constituent l'une des plus grandes injustices intergénérationnelles auxquelles les enfants sont confrontés aujourd'hui. Lors de la COP27 en 2022, les parties ont pris la décision historique de créer un Fonds pour

les pertes et les préjudices. Ce tout premier pas représente une étape majeure vers la réparation des pertes et des préjudices et une avancée attendue de longue date dans les négociations sur le climat. Ce Fonds et les accords financiers qui y sont liés constituent une occasion de tirer des enseignements des précédentes expériences en matière de financement de l'action climatique et d'y inclure les enfants en tant qu'acteurs clés. Un comité de transition a été mis en place pour émettre des recommandations sur la manière dont il convient de rendre opérationnels les nouveaux accords de financement et le Fonds. Ces recommandations seront soumises à la COP28 pour examen et approbation.



Pakistan, 2023

@UNI431639/UNICEF/Sokhin

« L'air est irrespirable, la chaleur est insoutenable. Les niveaux de profits du secteur des énergies fossiles et l'inaction climatique sont inacceptables. Les dirigeants doivent diriger. L'heure n'est plus aux hésitations ni aux excuses. [...] Les pays membres du G20, responsables de 80 % des émissions mondiales, doivent revoir leurs engagements à la hausse en matière d'action et de justice climatiques. Ils doivent fixer de nouveaux objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions au niveau national. [...] Tous les acteurs doivent s'unir pour favoriser une transition juste et équitable des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables. »

**António Guterres, Secrétaire général
des Nations Unies, juillet 2023**



Indonésie, 2020

Satrio Widodo, 7 ans, se tient debout sur une digue à Jakarta, en Indonésie, dans une zone fréquemment inondée en raison de l'élévation du niveau de la mer. Jakarta est l'une des villes du monde qui s'enfoncent le plus rapidement dans l'eau, perdant jusqu'à 25 cm par an à certains endroits. D'ici à 2050, le nord de la capitale, qui compte des millions d'habitants, pourrait être entièrement submergé.

© UNICEF/UNI390327/Wilander

Les innombrables effets des changements climatiques sur les enfants

En 2021, l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE), établi par l'UNICEF et premier du genre à l'échelle mondiale, a révélé que la quasi-totalité des enfants étaient d'ores et déjà exposés à au moins un des principaux aléas, chocs ou stress climatiques et environnementaux, et que près de la moitié d'entre eux (soit 1 milliard d'enfants) vivaient dans des pays à très haut risque.

L'édition de cette année vise quant à elle à examiner en profondeur l'un des exemples de risques les plus frappants auxquels font face les enfants, selon l'IRCE : les pénuries d'eau et la vulnérabilité hydrique. Dans son analyse de données récemment publiées, l'UNICEF observe en effet qu'en 2022, un grand nombre d'enfants vivaient déjà dans des régions présentant une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée (niveaux bas ou très bas de services d'approvisionnement en eau de boisson associés à un risque élevé ou très élevé de stress hydrique, de variabilité interannuelle, de variabilité saisonnière, de diminution de la nappe d'eau souterraine et de sécheresse), un problème qui devrait s'aggraver considérablement dans les années à venir selon les prévisions.

Outre le risque de vulnérabilité hydrique, les enfants sont confrontés à d'autres problématiques découlant des changements climatiques, lesquelles ont tendance à se conjuguer.

Maladies : La dégradation de l'environnement et les changements climatiques contribuent à la propagation de maladies menaçant essentiellement la vie des enfants. Ainsi, les inondations, en endommageant les infrastructures d'eau et d'assainissement, tendent à contaminer les ressources en eau et à entraîner le déversement des matières fécales dans l'environnement, une situation qui favorise les maladies transmises par l'eau. Au niveau mondial, les maladies liées à de l'eau de boisson insalubre et à des systèmes d'assainissement et d'hygiène inadéquats demeurent l'une des principales causes de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Les températures élevées favorisent par ailleurs la propagation d'agents pathogènes mortels dans l'eau douce, la rendant impropre à la consommation. À l'heure actuelle, plus de 1 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour de maladies imputables au manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Toujours en raison de la hausse des températures, les moustiques, qui contribuent à la propagation du paludisme et de la dengue, devraient proliférer dans des régions où ces maladies ne sont pas endémiques. La morbidité et la mortalité de la fièvre jaune et d'autres maladies transmises par l'eau et sensibles aux effets du climat sont ainsi susceptibles d'augmenter en conséquence des changements climatiques.

Alimentation et nutrition : Si une alimentation variée est indispensable pour que les enfants puissent bénéficier des nutriments nécessaires à un développement sain, la hausse des températures ainsi que l'intensité et la variabilité accrues des précipitations liées aux changements climatiques sont corrélées aux mauvaises récoltes et à l'envolée des prix des denrées alimentaires, ce qui a pour conséquence de réduire la diversité des régimes alimentaires des enfants.

Selon les prévisions, l'accroissement de l'insécurité alimentaire ira de pair avec l'aggravation de la crise climatique, et frappera davantage les communautés déjà les plus durement touchées tandis que d'autres seront touchées pour la première fois. Or, les enfants et les femmes enceintes souffrant de malnutrition voient leur vulnérabilité s'accroître face aux maladies et aux infections, ce qui entraîne des conséquences sur le développement des enfants et des fœtus.

Éducation : Les chocs climatiques perturbent l'éducation des enfants, à la fois directement et indirectement. En effet, si les événements climatiques extrêmes peuvent endommager voire détruire les établissements scolaires, les maladies causées par les changements climatiques empêchent également les enfants d'aller à l'école.

Dans les régions touchées par l'insécurité hydrique, les sécheresses ont des conséquences directes sur la fréquentation scolaire des enfants, qui passent plus de temps à collecter de l'eau, au détriment de l'école qu'ils fréquentent moins longtemps, voire abandonnent complètement. Ainsi, en Éthiopie, environ 20 % des filles et 5 % des garçons manquent des heures d'enseignement au quotidien pour aller chercher de l'eau. En période de sécheresse, ce temps manqué augmente de manière significative, en particulier chez les filles sur qui cette charge pèse principalement. Ces dernières sont en outre plus réticentes à aller à l'école lorsqu'elles ont leurs règles si les installations sanitaires n'y sont pas adéquates, ce qui a des conséquences sur leur éducation.

Même lorsque les écoles restent ouvertes et que les enfants continuent de s'y rendre, les effets des changements climatiques peuvent nuire à la capacité d'apprentissage des enfants. En effet, la chaleur caniculaire et le manque de réserves d'eau potable nuisent à la concentration.

Les catastrophes liées au climat perturbent ainsi l'éducation de près de 40 millions d'enfants par an, un chiffre qui s'accroît d'année en année.

Migrations et déplacements : D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les aléas découlant de l'intensité et de la fréquence accrues des phénomènes climatiques extrêmes poussent chaque année plus de 20 millions de personnes en moyenne à quitter leur foyer pour s'installer dans d'autres régions de leur pays.

Les tempêtes et les inondations, deux aléas particulièrement susceptibles d'entraîner des migrations, sont responsables de 95 % des déplacements d'enfants enregistrés entre 2016 et 2021. D'après les recherches effectuées par l'UNICEF et ses partenaires, 43 millions d'enfants ont été déplacés sur cette période. En chiffres relatifs, les petits États insulaires en développement et les pays de la Corne de l'Afrique ont été les plus durement touchés.

L'incidence négative des changements climatiques sur l'accès aux ressources en eau peut également déclencher des tensions au sein des pays, entre les États et avec les communautés d'accueil. Les conflits pour les ressources constituent l'une des causes de déplacement et de migration transfrontalière et peuvent entraver le retour des personnes déjà déplacées.

Or, les enfants déplacés sont exposés à une multitude de dangers. Ceux séparés de leur famille courent un risque accru d'être victimes d'exploitation, de traite, de violences ou d'abus. Leur éducation et leur accès à certains services essentiels tels que les soins de santé sont en outre susceptibles d'être perturbés.

Santé mentale : Les enfants du monde entier se trouvent dans une situation angoissante : témoins des répercussions des changements climatiques et conscients des conséquences sur leur avenir, ils n'ont en revanche que peu d'influence pour changer les choses. De ce fait, un nombre important d'enfants et de jeunes souffrent d'anxiété climatique. Ils considèrent que les gouvernements ne parviennent pas à prendre des mesures suffisantes, ce qui peut exacerber leur angoisse. D'après certaines études, plus de 45 % des enfants et des jeunes âgés de 16 à 25 ans vivant dans 10 pays différents estiment que « leur ressenti vis-à-vis des changements climatiques ont des répercussions négatives sur leur vie et leur fonctionnement au quotidien ».

Par ailleurs, la hausse des températures mondiales expose les enfants à des risques en matière de santé mentale et émotionnelle. La chaleur extrême est associée à une augmentation des problèmes de santé mentale, notamment des troubles post-traumatiques et des dépressions chez les enfants et les adolescents.

Genre : Les aléas climatiques peuvent avoir des répercussions disproportionnées sur les filles. En effet, la perte des moyens de subsistance, les déplacements et les migrations en raison d'événements liés au climat placent souvent les filles dans des situations précaires. La violence fondée sur le genre et les mariages d'enfants ont également tendance à augmenter à la suite de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes. Par exemple, au Bangladesh, le nombre de mariages de filles âgées de 11 à 14 ans a bondi de 50 % durant les années où les vagues de chaleur ont duré plus de 30 jours.



Somalie, 2022

Photo aérienne du camp de Ladan, qui accueille des personnes déplacées à Dollow, en Somalie.

© UNICEF/UN0742108/Condren

Conséquences environnementales

Pollution de l'air : Changements climatiques et pollution de l'air sont intrinsèquement liés. Associé aux changements climatiques, le réchauffement atmosphérique augmente la concentration d'ozone au niveau du sol, ce qui accentue la pollution de l'air, tandis que les émissions d'ozone et d'autres gaz à effet de serre (GES) polluent l'air et contribuent aux changements climatiques.

Les enfants sont davantage vulnérables à la pollution de l'air que les adultes. D'une manière générale, ils respirent plus vite que les adultes et leur cerveau, leurs poumons et autres organes sont encore en développement. Chez les enfants, la pollution de l'air entraîne notamment des décès, des infections respiratoires, des cancers et des troubles du développement.

À titre d'exemple, plus de 83 % des enfants en Europe et en Asie centrale sont exposés à la pollution de l'air ambiant. En Égypte, le nombre de personnes qui décèdent prématurément des suites de la pollution atmosphérique est estimé à près de 20 000. D'après les calculs de la Banque mondiale, le coût des problèmes de santé découlant d'une mauvaise qualité de l'air équivaut à 2,5 % du PIB du pays.

La cuisson des repas en intérieur sur des feux ouverts ou des fourneaux alimentés par du kérosène, du bois ou d'autres combustibles solides constitue une autre source grave de pollution de l'air qui nuit à la santé des enfants. Subie par 2,4 milliards de personnes dans le monde, la

pollution de l'air intérieur due à la préparation des repas dans le foyer est responsable de plus de 237 000 décès d'enfants de moins de 5 ans par an.

Vagues de chaleur : Partout dans le monde en 2023, les températures ont encore battu des records et des phénomènes de chaleur extrême ont mis en danger les populations et les moyens de subsistance. À mesure que la crise climatique s'intensifie, les vagues de chaleur se font plus fréquentes, plus graves, plus répandues et plus longues. D'après les recherches menées par l'UNICEF, d'ici à 2050, presque tous les enfants à travers le monde seront exposés à des vagues de chaleur très fréquentes. Ceux des communautés les plus pauvres feront face aux risques les plus élevés.

Les nourrissons et les jeunes enfants, moins à même de réguler leur température corporelle et plus sensibles à la déshydratation, sont plus vulnérables que les adultes à la chaleur extrême. En conséquence, ils sont davantage susceptibles de présenter certains symptômes en cas de températures élevées, notamment des coups de chaleur graves entraînant une défaillance des organes. Chez les enfants plus âgés, les vagues de chaleur peuvent accélérer le rythme cardiaque et aggraver les pathologies respiratoires. En outre, les vagues de chaleur extrême ont parfois des répercussions dévastatrices pour les communautés et les services essentiels, mettant en péril l'accès des enfants à l'éducation, à la nourriture et à l'eau et entraînant conflits et déplacements.

Inondations : Les enfants sont particulièrement vulnérables aux crues éclair, en raison de leur survenue rapide et de leur nature destructrice. Les eaux se déplacent souvent à une très grande vitesse, laissant aux enfants et à leur famille peu de temps pour se préparer et réagir. Les courants forts et les débris dans l'eau leur font par ailleurs courir un risque de blessure et de noyade.

Au-delà des risques immédiats de décès et de blessures, les inondations présentent un danger pour la santé des enfants en perturbant les systèmes d'approvisionnement en eau potable, ce qui augmente les risques d'épidémies de diarrhée, lesquelles peuvent provoquer déshydratation et malnutrition. Les enfants touchés par des inondations fréquentes sont par ailleurs plus susceptibles de présenter un retard de croissance et une insuffisance pondérale. Enfin, lorsqu'elles endommagent les installations sanitaires ou surviennent dans des zones de défécation en plein air, les inondations contribuent à la contamination de l'eau.

Les analyses de l'IRCE menées par l'UNICEF au niveau régional mettent en lumière des vulnérabilités propres à chaque région

La région d'Asie de l'Est et du Pacifique, du fait de sa géographie particulière caractérisée par de nombreux pays situés au niveau d'arcs continentaux et formés d'archipels en pleine mer, voit la majeure partie de sa population exposée à différents dangers. Les pays insulaires du Pacifique sont en effet des zones sensibles aux cyclones, à l'élévation du niveau de la mer, à l'acidification des océans et au blanchissement des coraux. Au cours des 50 dernières années, une augmentation significative des événements météorologiques extrêmes liés au climat a été observée en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et notamment :

- Une multiplication par 11 des inondations ;
- Une multiplication par 4 des tempêtes ;
- Une multiplication par 2,4 des sécheresses ;
- Une multiplication par 5 des glissements de terrain.

En moyenne, ces phénomènes météorologiques imputables aux changements climatiques ont été multipliés par 6 en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

En Afrique, 39 des 49 pays disposant de données présentent un score global de l'IRCE figurant dans les catégories de risque « extrêmement

élevé » ou « élevé ». Tandis que les enfants et les communautés des régions du nord de l'Afrique sont en général exposés à des risques plus élevés en termes de pénurie d'eau et de pollution de l'air, ceux vivant dans l'ouest et l'est du continent, en particulier dans les régions tropicales, sont plus exposés aux risques liés aux maladies à transmission vectorielle, aux vagues de chaleur et aux inondations fluviales.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord figurent parmi les régions les plus vulnérables au monde en matière de changements climatiques. En effet, cette région se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale. Les prévisions tablent sur une hausse des températures estivales pouvant atteindre 4 °C d'ici à la période 2071-2100 par rapport aux températures préindustrielles.

D'après les prévisions, dans certaines régions du Moyen-Orient, l'association de la chaleur et de l'humidité atteindra voire dépassera les seuils de tolérance et d'adaptation humaines avant la fin du siècle. Dans d'autres zones, la chaleur combinée aux sécheresses accélérera la désertification et entraînera une augmentation des tempêtes de poussière, lesquelles auront des répercussions dévastatrices sur la santé des enfants.

Philippines, 2021

Âgé de 8 ans, « Impoy » Prince Jhay Mark Timonio est assis sur les débris d'habitations détruites à Bohol, aux Philippines. Comme la plupart des habitants de cette zone, sa famille a perdu sa maison lorsque le typhon Rai a frappé le pays, les 16 et 17 décembre 2021.

© UNICEF/UN0570025/Hogsholt



Relever les défis au niveau mondial

La COP28 offre au monde une occasion de s'unir en ce moment crucial afin de répondre aux espoirs et aux exigences de la jeunesse. La partie 3 de ce rapport présente l'ensemble des mesures essentielles à mettre en œuvre pour garantir une planète habitable à chaque enfant.

Il convient d'augmenter de toute urgence les investissements dans la décarbonation, l'atténuation des changements climatiques, l'adaptation à leurs effets, la protection de l'environnement et l'élargissement de la couverture de services sociaux essentiels et résilients afin de protéger les populations vulnérables des aléas, chocs et stress induits par les changements climatiques. Les gouvernements doivent placer les populations les plus vulnérables et les plus exposées aux risques au centre des débats de la COP28. Donner la priorité à ces communautés suppose d'accroître de manière considérable les financements consacrés aux mesures d'adaptation et d'allouer de nouveaux fonds visant à dédommager les pertes et les préjudices causés notamment aux pays les plus pauvres et aux communautés les plus vulnérables, qui sont les moins responsables de la crise climatique. À titre d'exemple, les pays à faible revenu comptent au total 1 milliard d'habitants mais contribuent à hauteur de moins de 1 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (0,98 %).

Si la planification de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques réduit les risques qui pèsent sur les enfants, elle s'accompagne aussi de bénéfices économiques : 1 dollar des États-Unis investi dans des efforts d'adaptation tels que des systèmes d'alerte précoce ou de gestion des infrastructures hydriques permet d'engendrer jusqu'à 10 dollars É.-U. de bénéfices nets. La mise en place de mesures d'adaptation ambitieuses pourrait ainsi faire baisser de 90 % d'ici à 2050 le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à la suite d'une catastrophe climatique, tandis qu'un meilleur accès à des services résilients d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) permettrait de réduire les risques climatiques pour 415 millions d'enfants.

Une transition plus rapide et plus équitable vers une économie sobre en carbone offrirait aux enfants la possibilité d'une vie plus saine, plus heureuse et plus prospère. La décarbonation et la réduction des émissions pourrait en effet faire reculer l'asthme infantile ainsi que certains problèmes de développement *in utero* entraînant notamment une insuffisance pondérale à la naissance. La transition vers une économie bas carbone présente en outre un potentiel intéressant pour les enfants et les jeunes en termes d'acquisition de nouvelles compétences et d'opportunités inédites sur le marché de l'emploi émergent et en plein essor des énergies propres et de la durabilité.

Une action concertée peut faire toute la différence. En effet, si les projections relatives aux hausses des températures d'ici à la fin du siècle s'accordent sur des estimations inférieures aux scénarios les plus pessimistes de ces dernières années, il apparaît néanmoins de plus en plus clairement que l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes a probablement été sous-estimée dans le monde entier. En l'absence des investissements qui s'imposent, les répercussions à long terme des changements climatiques seront désastreuses. Lors de la COP28, les dirigeants mondiaux et la communauté internationale doivent donc impérativement prendre des mesures cruciales avec et pour les enfants afin de garantir une planète vivable.



Le financement de l'action climatique en faveur des enfants est totalement inadapté

Le financement de l'action climatique tient trop peu compte des pays à revenu faible et des enfants, qui sont pourtant les plus touchés par la crise climatique.

Bien que les enfants paient le plus lourd tribut à la crise climatique, les engagements en matière de financement de l'action climatique manquent à leurs obligations envers eux. Les enfants et leurs droits sont en effet largement oubliés dans l'allocation de ces fonds. Seuls 2,4 % des financements provenant des principaux fonds multilatéraux pour le climat soutiennent des projets intégrant des actions axées sur les enfants. En outre, même lorsque ces derniers sont pris en considération, ils sont uniquement perçus comme des victimes vulnérables et non comme des acteurs potentiels de l'action en faveur du climat. Sur l'ensemble des fonds multilatéraux pour le climat, 1 % seulement intègre les enfants au niveau de la conception ou du suivi des projets. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les flux financiers internationaux pour l'adaptation à destination des pays à revenu faible sont 5 à 10 fois inférieurs aux besoins estimés, un décalage qui ne cesse de s'accroître.

À l'heure actuelle, les trois quarts environ des fonds destinés à lutter contre les changements climatiques sont levés et dépensés à l'échelle nationale dans les économies avancées, les flux financiers internationaux représentant le dernier quart. Le financement de l'action climatique est donc en grande majorité concentré dans les économies avancées et l'Asie de l'Est. Le Groupe indépendant d'experts de haut niveau sur le financement de l'action climatique a

estimé à 500 milliards de dollars É.-U. par an les fonds internationaux supplémentaires nécessaires pour les pays en développement, ce montant devant atteindre 1 000 milliards de dollars É.-U. par an d'ici à 2030.

Les efforts en matière d'atténuation se taillent la part du lion (90 %) dans le financement de la lutte contre les changements climatiques, dont une petite part seulement (les 10 % restants) est allouée à l'adaptation dans les pays les plus exposés aux changements climatiques. Un grand nombre de secteurs essentiels pour les enfants, tels que l'éducation au climat et une protection sociale adaptée aux changements climatiques, ne reçoivent pratiquement aucun fonds de la part des principaux mécanismes de financement de l'action climatique.

D'importantes réformes porteuses d'espoir font actuellement l'objet de discussions à l'échelle mondiale dans ce domaine. C'est le cas de l'initiative de Bridgetown, un ensemble d'engagements ambitieux visant à financer les objectifs de développement durable et l'action climatique, portée par António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies, et Mia Amor Mottley, la Première Ministre de la Barbade. Partant du constat que les pays à revenu faible doivent faire face au pesant fardeau de la dette et à des difficultés de liquidités, cette initiative propose un programme à grande échelle de relance des ODD qui inclut le

financement de l'action climatique, tout en soulignant la nécessité de réformer la structure du financement international.

En matière de plans nationaux, il existe autant de raisons d'être optimiste que d'émettre des réserves. Ainsi, dans le cadre de l'Accord de Paris, toutes les parties sont tenues de mettre en place une contribution déterminée au niveau national (CDN), un plan d'action visant à réduire les émissions et à s'adapter aux effets des changements climatiques, et de la mettre régulièrement à jour.

Dans une analyse réalisée en 2022, l'UNICEF a observé que les gouvernements intégraient davantage d'engagements adaptés aux enfants dans leur CDN, notamment dans les pays où les enfants sont exposés à des risques climatiques élevés, bien que le financement de ces engagements manque souvent à l'appel. En termes d'avancées positives, 65 % des CDN nouvelles et actualisées mentionnent les enfants et les jeunes, contre seulement 32 % des CDN proposées initialement ou précédemment. Néanmoins, seuls 34 % des CDN considèrent les enfants comme un groupe vulnérable et 11 % seulement comme des acteurs du changement. De plus, selon l'analyse de l'UNICEF, 23 % à peine des CDN font état d'un processus d'élaboration participatif faisant intervenir des jeunes, et une part encore plus faible (2 %) mentionne la participation d'enfants.



Argentine, 2020

@ UNICEF/UN0364359/Gil



LES JEUNES PRENNENT LA PAROLE : Financer l'action climatique, c'est respecter ses obligations

Par Nicki Becker, 22 ans, originaire d'Argentine

Je viens d'Argentine, un pays qui connaît depuis toujours de nombreux problèmes économiques.

Si la crise climatique doit être une priorité pour mon pays, ce dernier doit actuellement rembourser une dette colossale au FMI. Mais je m'interroge : qui est le débiteur, qui est le créancier ? À certains égards, cette dette, c'est nous, les jeunes, qui la payons, nous qui subissons et subissons les conséquences des changements climatiques. Pour les jeunes qui vivent dans des pays se trouvant dans cette situation, le financement de l'action climatique est quasiment le seul moyen de ne pas être endetté jusqu'à la fin de ses jours. Non seulement en raison de la dette contractée par nos pays, mais également à cause des décisions que nous n'avons pas prises et qui nous ont conduits à subir la crise climatique.

Bien que le financement de l'action climatique soit un sujet technique et complexe, je pense qu'il n'est pas compliqué de comprendre au moins pourquoi il est important. C'est aussi simple que ce que l'on nous a enseigné dès le plus jeune âge : qui casse quelque chose doit en assumer la responsabilité. Les pays les plus avancés sont devenus riches en émettant de grandes quantités de gaz à effet de serre, qui ont provoqué des changements dans le système

climatique. Paradoxalement, ils ne sont pas les seules victimes de ces changements. D'autres pays qui ne polluent pas autant sont touchés à un degré beaucoup plus élevé. Si de nombreuses promesses ont été faites, le montant total du financement promis n'a pas encore été versé. Parfois, il prend même la forme de prêts uniquement consentis dans le cadre de l'atténuation, au détriment de l'adaptation, pourtant cruciale dans les pays plus pauvres.

Le financement de l'action climatique est essentiel pour que les pays dotés de moindres ressources puissent s'adapter aux effets des changements climatiques que nous subissons dès à présent et, parallèlement, décarboner leur économie. Il ne s'agit pas de faire preuve de « bon cœur » et de tendre la main à un ami, mais simplement de s'acquitter de l'obligation de payer pour le préjudice causé aux autres.

Changements climatiques : Un facteur de déplacement des enfants et d'aggravation des crises humanitaires

Les changements climatiques sont source de besoins humanitaires et de souffrance humaine, en particulier dans les pays les plus pauvres et pour leurs populations les plus vulnérables. Qu'il s'agisse d'un choc immédiat tel qu'un ouragan ou d'aléas à évolution lente tels que les sécheresses, les effets des catastrophes climatiques persistent en effet bien après la fin du « phénomène » météorologique. C'est le cas en particulier lorsque ce dernier entraîne des déplacements de populations, lesquels influent inexorablement sur les besoins humanitaires. Chassés de leur foyer par des phénomènes météorologiques induits par les bouleversements climatiques, notamment par des inondations, des tempêtes, des sécheresses et des feux incontrôlés, des millions d'enfants à travers le monde sont actuellement en situation de déplacement. Or, les déplacements multiplient les risques pour les enfants et leurs familles. À la suite d'une catastrophe, les enfants peuvent être séparés de leurs parents ou des personnes s'occupant d'eux, ce qui les rend plus vulnérables à l'exploitation, à la traite et aux abus. En perturbant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, les déplacements exposent également les enfants à la malnutrition, aux maladies et à la sous-vaccination. En outre, les sites d'évacuation, surpeuplés et sous-équipés, sont parfois situés dans des zones sensibles aux changements climatiques.

Pourtant, les enfants déplacés par des phénomènes météorologiques extrêmes sont invisibles dans les statistiques et ont, par conséquent, de fortes probabilités de passer totalement inaperçus.



République arabe syrienne, 2021

Des enfants se tiennent devant des tentes situées dans une zone inondée du camp de Kafr Losin, qui accueille des familles déplacées à l'intérieur du pays.

© UNICEF/UN0405704/Akacha



Yémen, 2023

Une fillette de 7 ans boit de l'eau provenant d'un distributeur installé à son domicile, dans le Gouvernorat de Dhamar.

© UNICEF/UN0818966/AI-Sunaidar

PARTIE 2

Gros plan sur les pénuries d'eau et la vulnérabilité hydrique

Qu'elle soit trop abondante, trop rare ou trop polluée, l'eau est un important indicateur des changements climatiques. Malgré la reconnaissance de son rôle central dans la crise climatique, les mesures prises dans le domaine de l'eau demeurent limitées tant dans leur portée que dans leur ambition. La sécurité hydrique pour tous ne peut être atteinte que si les populations ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable sûrs, financièrement abordables, durables et résilients face aux menaces liées aux pénuries d'eau, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux chocs climatiques.

En 2022 :

953 millions d'enfants ont été exposés à un stress hydrique élevé ou extrêmement élevé ;

739 millions d'enfants ont été exposés à des pénuries d'eau élevées ou extrêmement élevées ; et

436 millions d'enfants vivaient dans des zones où la vulnérabilité hydrique est élevée ou extrêmement élevée

Définitions

Stress hydrique

Ratio entre la demande totale en eau et les réserves d'eau souterraine et de surface renouvelables disponibles. La demande en eau comprend les utilisations de l'eau à des fins domestiques, industrielles, d'irrigation et d'élevage. Les ressources en eau renouvelables disponibles tiennent compte de l'impact de la consommation d'eau et des grands barrages en amont sur la disponibilité de l'eau en aval. Les valeurs plus élevées indiquent une concurrence plus importante entre les utilisateurs.

Sources des données : WRI

Pénurie d'eau

L'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF définit l'indice de pénurie d'eau d'après une mesure composite des éléments suivants :

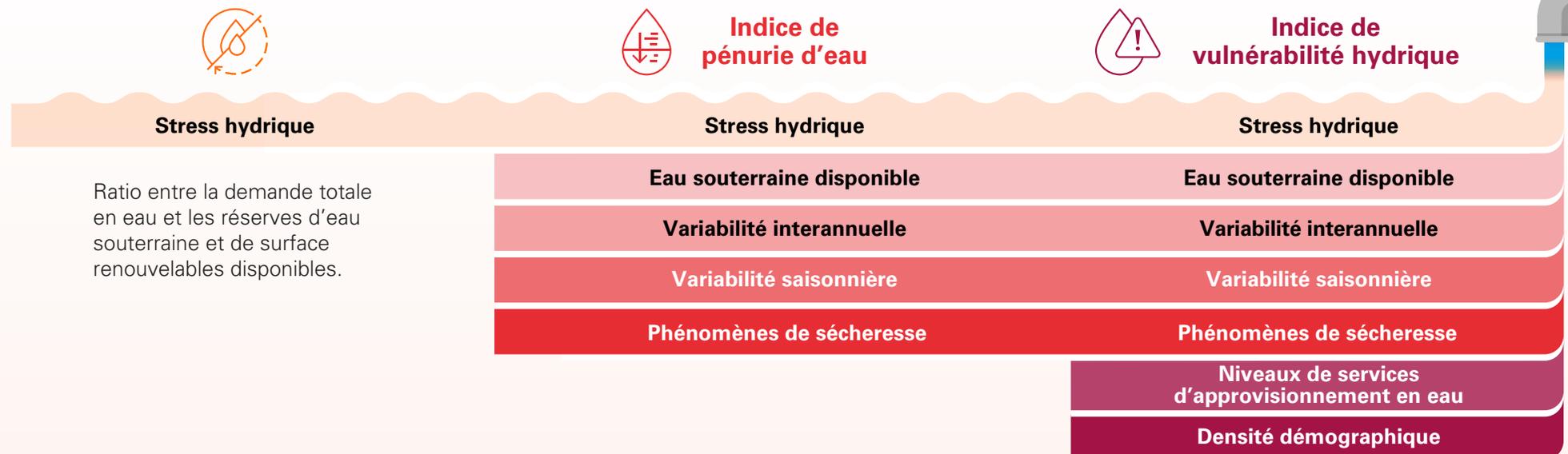
- Le stress hydrique de référence, qui mesure le rapport entre les prélèvements d'eau totaux et les réserves renouvelables d'eau de surface et d'eau souterraine disponibles.
- La variabilité interannuelle, qui mesure la variabilité moyenne de l'approvisionnement en eau disponible d'une année sur l'autre, y compris les ressources renouvelables en eau de surface et en eau souterraine.
- La variabilité saisonnière, qui mesure la variabilité moyenne de l'approvisionnement en eau disponible au cours d'une année.
- La diminution de la nappe d'eau souterraine, qui mesure le déclin moyen de cette dernière.
- Les phénomènes de sécheresse, qui mesurent l'impact de la sécheresse météorologique sur la végétation naturelle, à l'aide de l'Indice des conditions de végétation (VCI).

Sources des données : NASA MODIS et WRI

Vulnérabilité hydrique

L'UNICEF calcule l'indice de vulnérabilité hydrique à partir d'une mesure composite de la pénurie d'eau (voir ci-contre) et des niveaux de service d'approvisionnement en eau potable (Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène), en utilisant les données démographiques issues de l'outil The Gridded Population of the World et des *Perspectives de la population mondiale* publiées par les Nations Unies. Les valeurs plus élevées indiquent des niveaux élevés de pénurie d'eau et de faibles niveaux de services d'approvisionnement en eau potable.

Sources des données : GPW, JMP OMS/UNICEF, NASA MODIS, WPP, WRI



Les changements climatiques aggravent les pénuries d'eau dans toutes les régions

En 2022, 739 millions d'enfants ont été exposés à des pénuries d'eau élevées ou extrêmement élevées.

Ce niveau d'exposition concernait plus d'un quart des enfants dans 54 pays.

Dans chaque région du monde, les pays, y compris ceux à revenu élevé, font face à des difficultés liées aux pénuries d'eau. Alors que de nombreuses personnes vivant dans des pays à revenu faible, intermédiaire et élevé sont déjà confrontées à une pénurie d'eau physique, le problème devrait encore s'aggraver au cours des prochaines décennies en raison des changements climatiques.

Dans le monde entier, les sécheresses deviennent plus fréquentes et plus intenses, durent plus longtemps et couvrent des superficies plus vastes sous l'effet des changements climatiques et d'une demande en eau accrue, ce qui contribue à une augmentation des indices de pénurie d'eau. En

outre, les changements climatiques perturbent les conditions météorologiques et les précipitations, rendant impossible toute prévision en matière de disponibilité de l'eau et aggravant les pénuries.

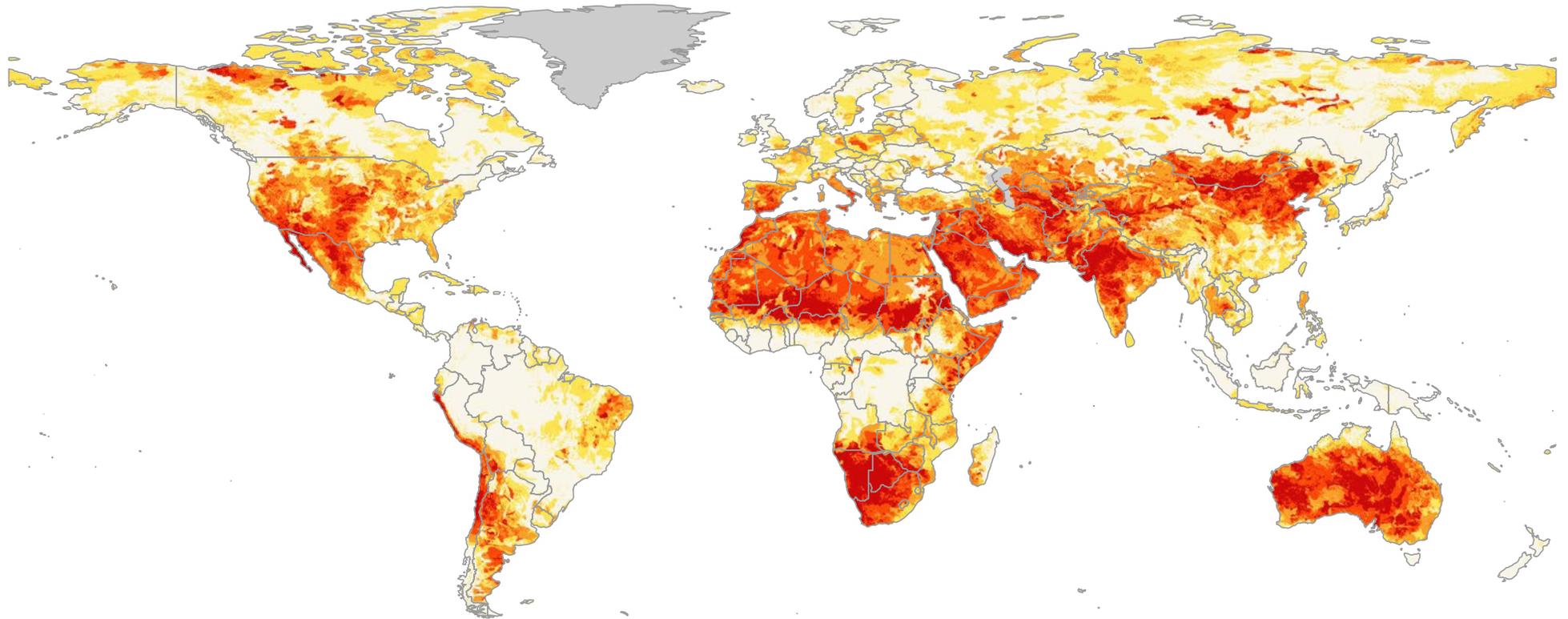
Les pénuries d'eau représentent non seulement une menace pour l'agriculture, l'industrie et la croissance économique, mais compliquent également le maintien des services EAH et leur extension aux personnes qui n'y ont toujours pas accès.

À l'échelle mondiale, la demande en eau a plus que doublé depuis 1960 et dépasse les ressources renouvelables disponibles, ce qui aggrave encore les pénuries.

L'analyse par l'UNICEF des données provenant de l'Institut des Ressources mondiales (WRI) indique que le nombre de pays exposés à un stress hydrique de référence élevé ou extrêmement élevé augmentera pour passer de 47 à 58 entre 2022 et 2080, de même

que le nombre d'enfants exposés, qui passera de 953 millions en 2022 à 988 millions en 2050.

D'ici à 2050, l'évolution la plus importante de la demande en eau se produira en Afrique subsaharienne. Si actuellement, la plupart des pays qui la composent ne sont pas soumis à un stress hydrique extrêmement élevé, la demande y augmente plus rapidement que dans toutes les autres régions. D'ici à 2050, elle devrait connaître une hausse vertigineuse de 163 %, soit quatre fois le taux de variation qui sera enregistré en Amérique latine, la deuxième région où la demande en eau est la plus élevée, laquelle devrait augmenter de 43 %.

CARTE 1 Indice de pénurie d'eau, 2022**Indice de pénurie d'eau :**

■	Extrêmement élevé (3,23 à 5)
■	Élevé (2,36 à < 3,23)
■	Moyen (1,59 à < 2,36)
■	Faible (0,93 à < 1,59)
■	Très faible (0 à < 0,93)
■	Aucune donnée/sans objet

Source des données : Section de l'analyse et de la préparation relatives aux risques (RAPS), Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF (EMOPS).

Projection du système géodésique mondial World Geodetic System 1984 (WGS84).
Date de production de la carte : 11 octobre 2023.

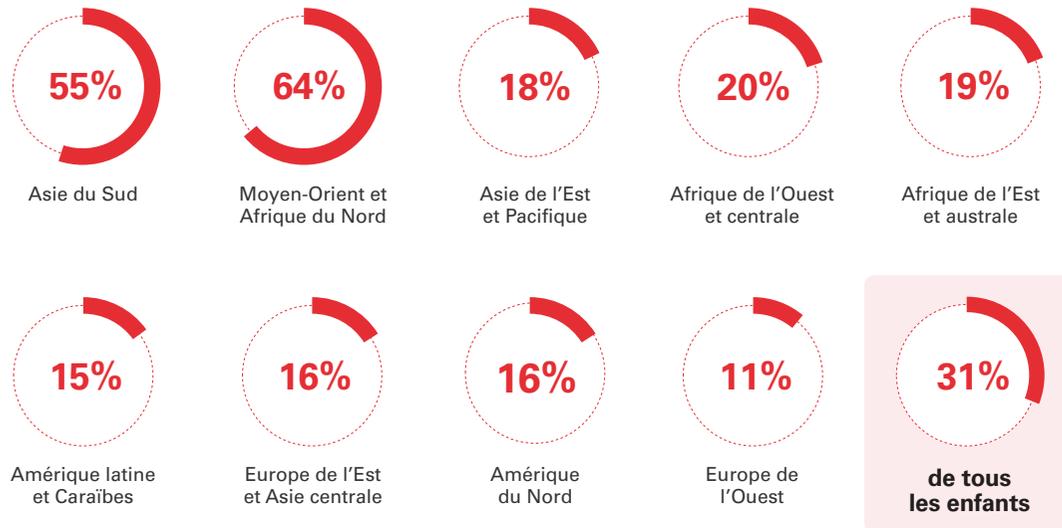
Remarque : Cette carte ne reflète aucune prise de position de la part de l'UNICEF quant au statut juridique des pays ou territoires ou au tracé de leurs frontières.

FIGURE 1 Nombre et pourcentage d'enfants exposés à des pénuries d'eau élevées ou extrêmement élevées en 2022, par région



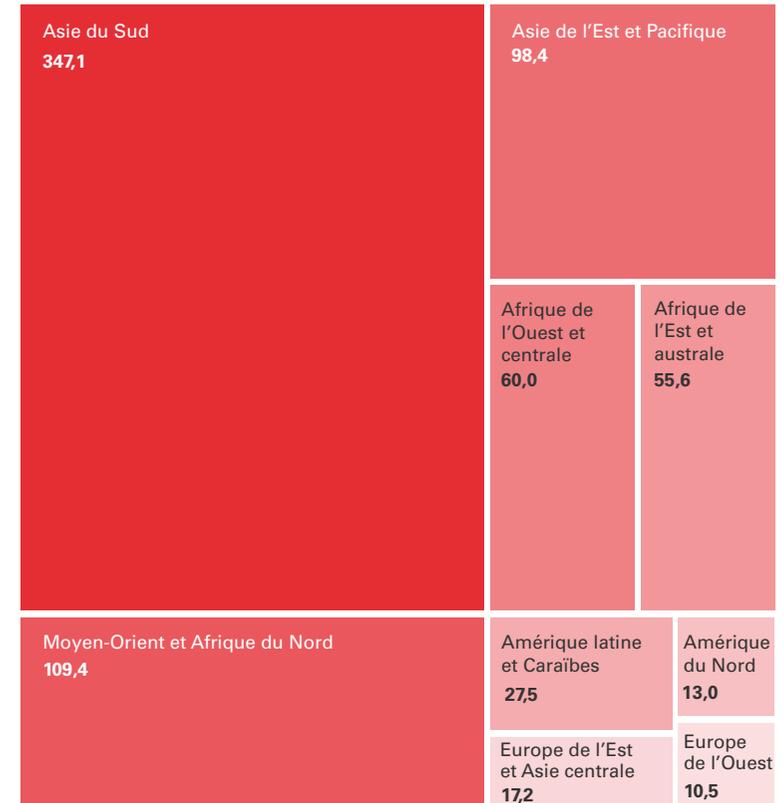
Pénuries d'eau

Pourcentage d'enfants concernés



Nombre total d'enfants exposés à des **pénuries d'eau extrêmes** en 2022 : **739 millions**

Nombre d'enfants concernés (en millions)



Remarque : Taux régionaux et mondiaux obtenus d'après l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF pour 163 pays disposant de données en 2022.

FIGURE 2 Nombre de pays et d'enfants exposés à un stress hydrique de référence élevé ou extrêmement élevé en 2022 et projections pour 2030, 2050 et 2080

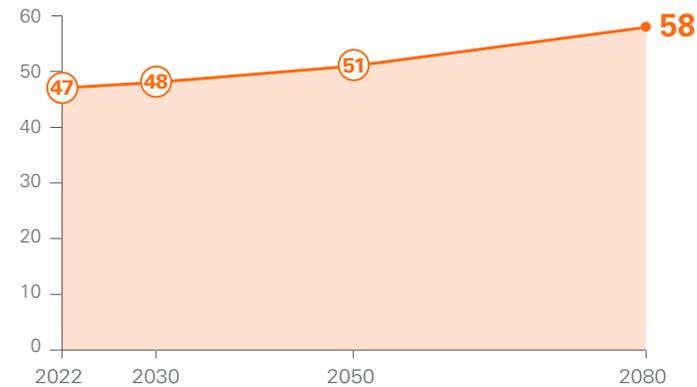


Stress hydrique

Évolution sur la période 2022-2080

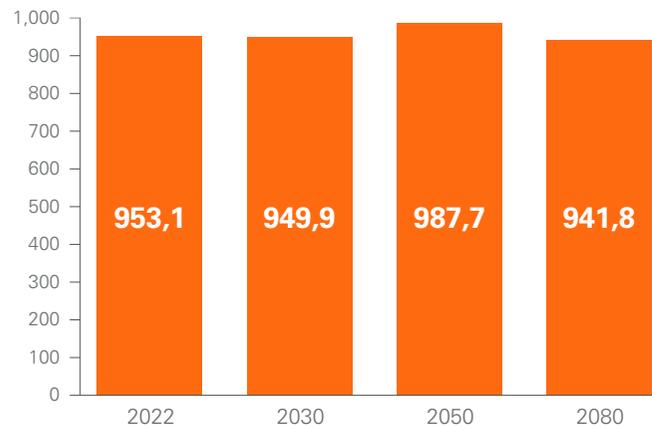
▲ +11

Nombre de pays concernés



Nombre d'enfants (en millions)

▼ -11 millions



Remarque : Totaux mondiaux obtenus d'après l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF pour 163 pays disposant de données en 2022.



Égypte, 2022

Un jeune garçon assiste au tout premier raccordement de maisons à un réseau d'eau potable dans un village du Gouvernorat du Fayoum, en Haute-Égypte.

© UNICEF/UN0639401/Emad

Les enfants face à la sécheresse

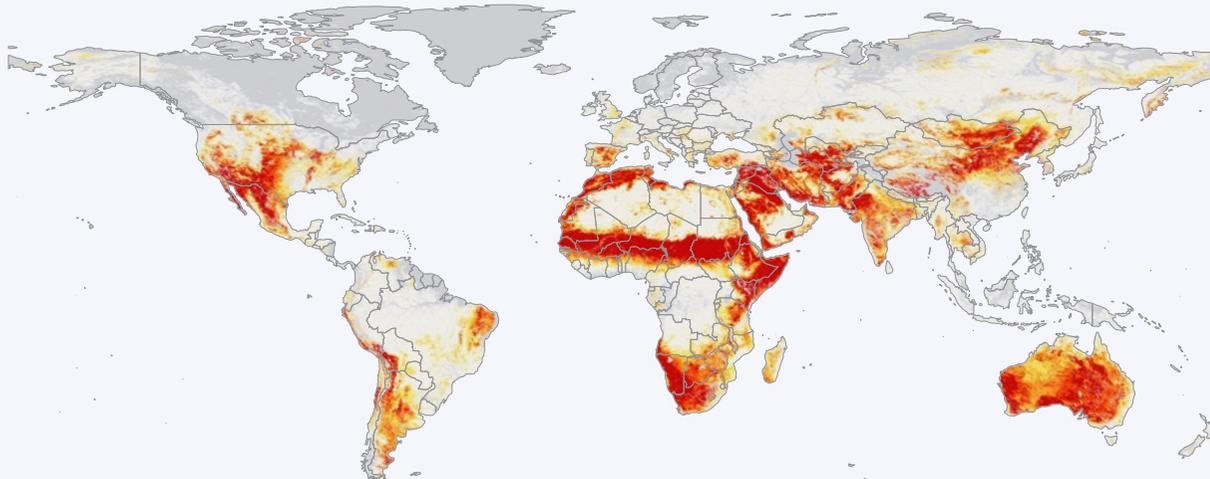
Depuis 2000, le nombre et la durée des sécheresses ont augmenté de 29 % à l'échelle mondiale. Une étude systématique réalisée en Inde révèle que ce phénomène météorologique, qui entraîne une dégradation des régimes alimentaires, a des effets néfastes sur la nutrition et la santé des enfants. Les femmes et les filles sont les premières victimes des conséquences de la sécheresse sur le niveau d'instruction, la santé, les services d'assainissement et la sécurité.

La sécheresse est l'une des cinq variables utilisées pour évaluer les pénuries d'eau et la vulnérabilité hydrique extrême. L'analyse par l'UNICEF des derniers indices de végétation obtenus via l'instrument MODIS de la NASA montre que **470 millions d'enfants** faisaient déjà face à des niveaux élevés ou extrêmement élevés de sécheresse en 2022.

Les cinq principaux pays touchés étaient l'Inde, le Niger, le Soudan, le Burkina Faso et la Jordanie. Dans 46 pays,

plus d'un quart des enfants étaient exposés à un niveau de sécheresse élevé ou extrêmement élevé. Dans 24 d'entre eux, ce risque menaçait plus de la moitié des enfants et dans 10 pays, plus des trois quarts des enfants (plus de 95 % des enfants au Niger). Si la proportion d'enfants exposés était plus faible en Chine (15 %), en Inde (21 %), au Nigeria (33 %) et au Pakistan (21 %), plus de 193 millions d'enfants dans ces pays ont fait face à un niveau de sécheresse élevé ou très élevé en 2022.

CARTE 2 Exposition à la sécheresse en 2022



Niveau d'exposition à la sécheresse

- Extrêmement élevé (3,95 à 5)
- Élevé (2,70 à < 3,95)
- Moyen (1,15 à < 2,70)
- Faible à moyen (0,25 à < 1,15)
- Faible (0 à < 0,25)
- Aucune donnée/sans objet

Source des données : Section de l'analyse et de la préparation relatives aux risques (RAPS), Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF (EMOPS), 2023.

Projection du système géodésique mondial World Geodetic System 1984 (WGS84).

Date de production de la carte : 10 octobre 2023.

Remarque : Cette carte ne reflète aucune prise de position de la part de l'UNICEF quant au statut juridique des pays ou territoires ou au tracé de leurs frontières.



Éthiopie, 2023

Dans le district de Libemuket, dans le sud de l'Éthiopie, une jeune fille boit de l'eau au robinet d'un réservoir d'eau fourni par l'UNICEF en réponse à la sécheresse.

© UNICEF/UNI417902/Pouget

L'amélioration de l'accès à des services EAH sûrs n'est pas assez rapide

À l'échelle mondiale, le pourcentage de la population ayant accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité a augmenté, passant de 61 % en 2000 à 73 % en 2022. Toutefois, 2,2 milliards de personnes demeurent privées d'accès à ces services (soit plus de 1 personne sur 4). En outre, 703 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des services de base d'approvisionnement en eau potable. Aucune région n'est en voie d'atteindre d'ici à 2030 les cibles des objectifs de développement durable (ODD) relatives à l'accès universel à des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité. Afin de réaliser les objectifs mondiaux fixés dans le domaine de l'eau à l'horizon 2030, les progrès doivent être multipliés par 6.

Compte tenu du fait que 3,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations d'assainissement gérées en toute sécurité, la cible des ODD relative à la couverture des services de base en matière d'hygiène ne pourra être atteinte d'ici à 2030 qu'en multipliant par 3 le rythme global des progrès.

Les 594 millions d'enfants dans le monde qui demeurent encore privés d'accès à des services de base d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et d'hygiène sont particulièrement vulnérables aux pénuries d'eau, ainsi qu'aux aléas, aux chocs et aux stress induits par les changements climatiques.

La majorité des enfants n'ayant toujours pas accès à des services EAH de base vivent dans des pays à revenu faible et intermédiaire situés en Afrique subsaharienne, en Asie centrale, en Asie du Sud, en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est. C'est dans les pays les moins avancés et les contextes fragiles que la couverture est la plus faible.

Les dernières estimations de l'OMS montrent que, de ce fait, près de 400 000 enfants de moins de 5 ans meurent encore chaque année – soit plus de 1 000 par jour – des suites de maladies entièrement évitables provoquées par l'insalubrité de l'eau, la déficience des systèmes d'assainissement et le manque d'hygiène. Or, les changements climatiques ne feront qu'aggraver ces chiffres.

L'inadéquation des services EAH touche de manière disproportionnée les femmes et les adolescentes, qui se trouvent dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins personnels et demeurent principalement chargées des tâches domestiques telles que la cuisine, le ménage et la prise en charge des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées. Quelque 1,8 milliard de

personnes continuent de s'approvisionner en eau potable à des sources situées hors de leur domicile, et dans 7 ménages sur 10, cette corvée incombe majoritairement aux femmes et aux adolescentes.

L'insuffisance des services EAH, pourtant essentiels à la santé des enfants, n'a pas que des répercussions sur celle-ci. Elle affecte leur développement physique, en aggravant la malnutrition et les retards de croissance. Elle affecte également leur éducation, en perturbant leur apprentissage et en les contraignant parfois à manquer les cours pour parcourir de longues distances afin de s'approvisionner en eau. Les pénuries d'eau réduisent les possibilités de création de moyens de subsistance pour leurs familles et leurs communautés, ce qui donne lieu à des migrations, à des conflits et à des stratégies d'adaptation néfastes comme le travail des enfants.

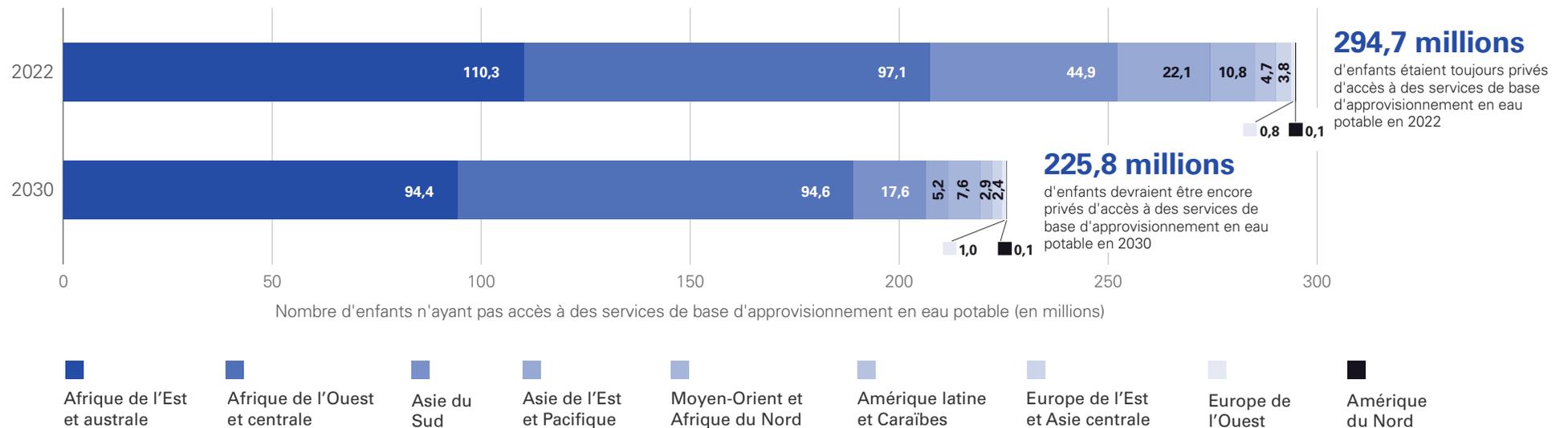
Depuis 2015, la couverture des services d'approvisionnement en eau potable a augmenté dans toutes les régions où œuvre l'UNICEF. Néanmoins, au rythme actuel des progrès, la couverture de l'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité n'atteindra que 77 % d'ici à 2030, laissant de côté deux milliards de personnes. Si la couverture des services de base d'approvisionnement en eau potable devrait atteindre 95 %, 435 millions de personnes demeureront tributaires de sources éloignées, insalubres et non fiables en 2030.

En 2022, plus des deux tiers des 295 millions d'enfants privés d'accès à des services de base d'approvisionnement en eau potable vivaient dans deux régions : l'Afrique de l'Est et australe (110 millions) et l'Afrique de l'Ouest et centrale (97 millions). En outre, l'Asie du Sud comptabilisait un plus grand nombre d'enfants exposés à ce risque (45 millions) que l'ensemble des autres régions. Les projections pour 2030 montrent que la couverture des services de base d'approvisionnement en eau potable devrait augmenter dans toutes les régions, excepté en Europe de l'Ouest,

ce qui réduirait le nombre d'enfants exposés à la vulnérabilité hydrique. Au rythme actuel des progrès, le nombre d'enfants exposés en Asie du Sud sera plus que divisé par deux, passant de 45 à 18 millions. Cependant, quelque 225 millions d'enfants, dont plus de 8 sur 10 vivant en Afrique subsaharienne, demeureront privés de services de base d'approvisionnement en eau potable en 2030.

Outre leurs répercussions sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'économie, les changements climatiques et l'augmentation des pénuries d'eau rendront plus difficile le maintien des services d'approvisionnement en eau potable existants, exposeront les populations qui en bénéficient actuellement au risque de perdre le niveau de service atteint et compliqueront encore davantage l'extension de ces services aux personnes qui n'y ont pas encore accès.

FIGURE 3 Projection du nombre d'enfants susceptibles d'être toujours privés de services de base d'approvisionnement en eau potable en 2030



Remarque : Taux régionaux et mondiaux obtenus d'après l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF pour 163 pays, zones ou territoires disposant de données en 2022.

La vulnérabilité hydrique résulte de la conjugaison des pénuries d'eau et d'un manque d'accès aux services EAH

- **Les cinq principaux pays touchés** sont l'Inde, le Niger, l'Érythrée, le Yémen et le Burkina Faso, qui ont enregistré le plus haut niveau d'exposition globale des enfants à une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée.
- **Les cinq principaux pays touchés en chiffres relatifs** sont le Niger, l'Érythrée, la Jordanie, le Burkina Faso et le Yémen. Dans 35 pays, plus d'un quart des enfants sont exposés à une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée. Dans 19 d'entre eux, ce risque menace plus de la moitié des enfants et dans 7 autres pays, plus des trois quarts des enfants.
- **Les cinq principaux pays touchés en chiffres absolus** sont l'Inde, le Nigéria, le Pakistan, l'Éthiopie et la Chine.

En 2022, 436 millions d'enfants étaient confrontés à une vulnérabilité hydrique extrême. Cette estimation, qui résulte d'une analyse plus approfondie d'ensembles de données actualisés, est sensiblement identique à l'indice de vulnérabilité hydrique extrême publié pour la première fois par l'UNICEF en 2021.

Cet indice combine des données relatives aux pénuries d'eau physiques (stress hydrique ; variabilité interannuelle ; variabilité saisonnière ; baisse des nappes d'eau souterraine et risque de sécheresse), aux niveaux de service d'approvisionnement en eau potable et à la densité démographique.

Si réduire les pénuries d'eau peut s'avérer extrêmement complexe – au-delà de la collaboration intersectorielle visant à améliorer la gestion des ressources en eau –, l'amélioration de l'accès à des services EAH résilients aux changements climatiques a un effet immédiat sur la sécurité hydrique et fait baisser l'indice de vulnérabilité hydrique dans une zone donnée.

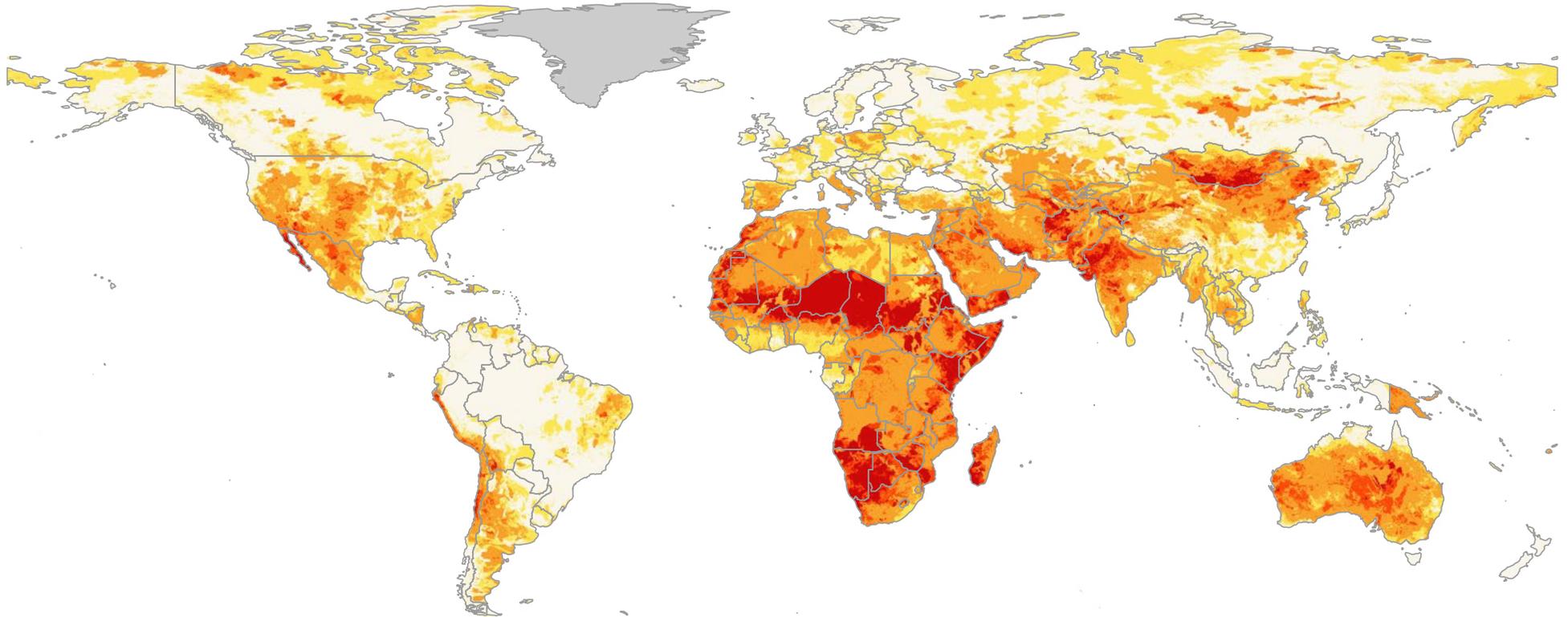
En résumé, le renforcement de la résilience des services EAH et l'élargissement de l'accès à ceux-ci permettent de réduire la vulnérabilité hydrique, y compris dans les zones soumises à des pénuries d'eau croissantes.



Afghanistan, 2023

Un garçon rentre chez lui avec un bidon rempli à un point d'eau soutenu par l'UNICEF dans le village de Noorkhail, situé dans la province de Badghis.

© UNICEF/UN0855414/

CARTE 3 Indice de la vulnérabilité hydrique en 2022

Indice de vulnérabilité hydrique :



	Extrêmement élevé (2,76 à 5)
	Élevé (2,30 à < 2,76)
	Moyen (1,28 à < 2,30)
	Faible (0,75 à < 1,28)
	Très faible (0 à < 0,75)
	Aucune donnée/sans objet

Source des données : Section de l'analyse et de la préparation relatives aux risques (RAPS), Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF (EMOPS) et Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, 2023.

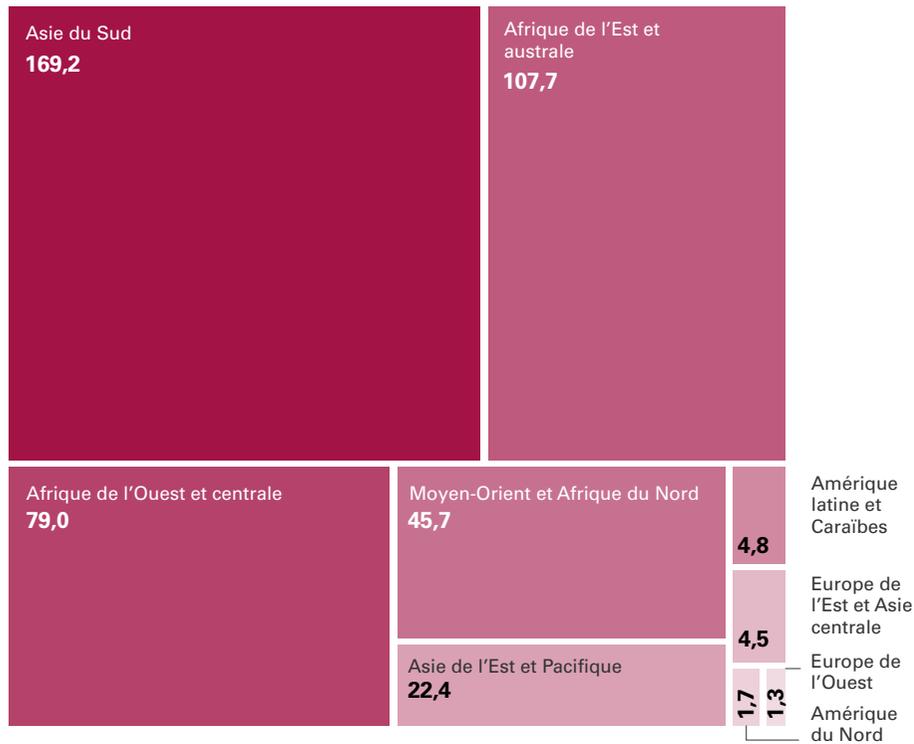
Projection du système géodésique mondial World Geodetic System 1984 (WGS84).
Date de production de la carte : 11 octobre 2023.

Remarque : Cette carte ne reflète aucune prise de position de la part de l'UNICEF quant au statut juridique des pays ou territoires ou au tracé de leurs frontières.

FIGURE 4 Répartition régionale des enfants exposés à une vulnérabilité hydrique extrême en 2022

Vulnérabilité hydrique

Nombre d'enfants exposés à une vulnérabilité hydrique extrême



Nombre total d'enfants exposés à une **vulnérabilité hydrique** extrême :

436 millions

Remarque : Totaux régionaux et mondiaux obtenus d'après l'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE) établi par l'UNICEF pour 163 pays disposant de données en 2022.



Tchad, 2023

Une fillette puise de l'eau dans une rivière quasiment tarie à Ourang, près de la frontière avec le Soudan.

© UNICEF/UNI426083/Dejongh

TABLEAU 1 Classement des 25 principaux pays, zones ou territoires où les enfants étaient exposés à une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée en 2022

CLASSEMENT COMBINÉ (POURCENTAGE ET NOMBRE D'ENFANTS EXPOSÉS)			POURCENTAGE D'ENFANTS EXPOSÉS			NOMBRE D'ENFANTS EXPOSÉS (EN MILLIONS)		
1	Inde	3,3	1	Niger	97,8 %	1	Inde	133,8
2	Niger	2,7	2	Érythrée	95,6 %	2	Nigéria	26,5
3	Érythrée	2,4	3	Jordanie	85,1 %	3	Pakistan	24,2
4	Yémen	2,3	4	Burkina Faso	82,5 %	4	Éthiopie	23,2
5	Burkina Faso	2,2	5	Yémen	81,6 %	5	Chine	20,3
6	Jordanie	2,2	6	Tchad	81,0 %	6	Niger	14,3
7	Tchad	2,2	7	Namibie	80,6 %	7	République-Unie de Tanzanie	13,9
8	Namibie	2,0	8	Zimbabwe	74,3 %	8	Yémen	12,7
9	Zimbabwe	2,0	9	Mauritanie	73,3 %	9	Soudan	12,2
10	Mauritanie	1,9	10	Somalie	68,4 %	10	Kenya	10,6
11	Somalie	1,8	11	Botswana	65,8 %	11	Afghanistan	9,7
12	Sénégal	1,7	12	Oman	63,6 %	12	Angola	9,5
13	Botswana	1,7	13	Sénégal	63,3 %	13	Burkina Faso	9,5
14	Soudan	1,6	14	Lesotho	59,2 %	14	République démocratique du Congo	8,7
15	Oman	1,6	15	Bahreïn	59,1 %	15	Tchad	7,8
16	Maroc	1,6	16	Maroc	58,6 %	16	Maroc	6,9
17	Lesotho	1,5	17	Soudan	55,4 %	17	Madagascar	6,9
18	Bahreïn	1,5	18	Angola	51,9 %	18	Somalie	6,5
19	Angola	1,5	19	Madagascar	50,8 %	19	Mozambique	6,1
20	Éthiopie	1,4	20	Afghanistan	46,8 %	20	Zimbabwe	5,7
21	Madagascar	1,4	21	Kenya	43,9 %	21	Sénégal	5,3
22	Afghanistan	1,4	22	République-Unie de Tanzanie	42,2 %	22	Iraq	5,0
23	République-Unie de Tanzanie	1,3	23	Soudan du Sud	41,8 %	23	Iran (République islamique d')	4,6
24	Kenya	1,3	24	Éthiopie	40,4 %	24	Zambie	3,8
25	Nigéria	1,1	25	Chypre	39,7 %	25	Jordanie	3,7

Contributions de l'UNICEF aux négociations de la COP28 dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

- **Dans le cadre de l'objectif mondial en matière d'adaptation**, l'UNICEF appelle les négociateurs à définir des cibles d'adaptation par thème (notamment pour l'eau et l'assainissement).
- **En ce qui concerne l'axe de travail relatif à l'atténuation**, l'UNICEF exhorte les négociateurs à prendre en compte le fait que les contributions déterminées au niveau national ont jusqu'à présent omis le domaine de l'assainissement. Une étude réalisée en 2022 a révélé que seuls 20 % des 54 pays les plus exposés aux effets des changements climatiques avaient pris des engagements en faveur d'installations d'assainissement adaptées aux enfants. Accorder la priorité aux processus et aux pratiques de gestion les plus appropriés en matière d'assainissement et de traitement des eaux usées dans la version révisée de leurs contributions déterminées au niveau national (en vue du deuxième Bilan mondial) permettrait aux pays de bénéficier de nouvelles occasions de réduire des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de favoriser la récupération de l'énergie. Il existe en outre des possibilités d'atténuation non exploitées, telles que l'amélioration de l'efficacité énergétique des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et les avantages offerts par les solutions naturelles.
- Par ailleurs, l'UNICEF exhorte les négociateurs sur le climat et les institutions de financement de l'action climatique à affecter des fonds suffisants pour la mise en place de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement résilients et sobres en carbone, en axant davantage leurs efforts dans les zones où l'exposition élevée aux aléas climatiques s'ajoute à un faible accès aux services EAH, en particulier dans les pays les moins avancés et au sein des groupes défavorisés, lesquels comprennent également les enfants.



Colombie, 2022

© UNICEF/UN0777043/Ossa



LES JEUNES PRENNENT LA PAROLE : Les dirigeants ne peuvent inspirer un comportement responsable qu'en agissant de manière responsable

Par Parneet Kaur, originaire d'Inde et membre du groupe de travail de YOUNGO sur le financement de l'action climatique

Il n'existe pas de plus grande menace pour l'humanité que la croyance illusoire selon laquelle la crise climatique épargnera une minorité privilégiée. L'aspect le plus terrifiant de la catastrophe climatique, qui doit nous incliner à l'humilité, est qu'elle ne fait aucune discrimination : elle finira par tous nous atteindre.

Le mouvement pour le climat plaide en faveur d'un consensus intergénérationnel sur la reconnaissance de la gravité de la crise climatique et de ses effets sur notre bien-être, notre éducation, nos emplois et nos systèmes alimentaires. Il doit être considéré comme un mouvement de défense des droits humains, dans un contexte où des milliards de personnes luttent pour faire respecter leur droit fondamental à disposer d'un air propre et d'eau potable.

En tant que jeunes, notre responsabilité est de porter au pouvoir des dirigeants qui accordent la priorité à l'action climatique. Il est urgent que le mouvement pour le climat passe du plaidoyer à une phase de mise en œuvre rapide dans le cadre d'un partenariat proactif avec les dirigeants mondiaux. Ces derniers ont un double rôle à jouer : superviser la mise en œuvre des mesures de lutte contre les

changements climatiques tout en promouvant un écosystème favorisant une transition juste ; et veiller à la mise en place de filets de sécurité adéquats pour les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées, tout en mettant en place dans les meilleurs délais des plans d'adaptation et d'atténuation.

Les effets disruptifs de la transition sur les communautés vulnérables peuvent être atténués en donnant à celles-ci les moyens de devenir des agents du changement plutôt que des victimes de ce dernier. La participation des communautés en qualité de maîtres d'œuvre permettra non seulement de cultiver une tradition de la durabilité, mais également d'en développer une compréhension commune, ce qui signifie une connaissance et une appropriation accrues de leur environnement.

En tant que fondatrice de Girl Up Zubaan, une initiative indienne locale visant à doter les personnes marginalisées de moyens d'agir, je souhaite mettre l'accent sur l'intersection entre les questions de genre et les changements climatiques, et la manière dont elle peut être mise à profit pour parvenir à un consensus mondial sur l'action climatique.

Ma ville, Chandigarh, ainsi que tout le nord de l'Inde, ont connu des précipitations sans précédent qui ont provoqué des inondations désastreuses en juillet 2023. Dans les régions les plus défavorisées, les femmes et les enfants ont été touchés de manière disproportionnée en raison de la perturbation des services d'approvisionnement en nourriture et en eau, et des dommages causés aux installations d'assainissement et d'hygiène, lesquels ont augmenté et aggravé les vulnérabilités affectant déjà leur bien-être économique, physique et psychologique. Les zones sujettes aux catastrophes deviennent des terrains propices à l'exploitation des femmes et d'autres groupes vulnérables. Si concevoir des techniques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques en adoptant un point de vue axé sur les femmes afin de tenir compte des vulnérabilités particulières que font naître les changements climatiques est une chose, cela en est une autre de confier l'élaboration et la mise en œuvre des politiques à des femmes dirigeantes. Or, les femmes doivent pouvoir contribuer aux solutions à parts égales.

Études de cas

Étude de cas

Innovations en matière de réduction des risques de catastrophe climatique en République bolivarienne du Venezuela



La réduction des risques de catastrophe est un aspect essentiel pour faire face aux changements climatiques, les enfants ayant de plus en plus besoin de solutions globales permettant de remédier aux effets des catastrophes soudaines telles que les ouragans et les inondations, et de solutions résilientes promouvant un développement judicieux à long terme sur le plan climatique.

En partenariat et en coordination avec le Ministère de l'eau et plusieurs partenaires d'exécution, l'UNICEF au Venezuela a appuyé la mise en œuvre d'innovations en matière de services EAH intégrés et de climat, d'environnement, d'énergie et de réduction des risques de catastrophe, contribuant ainsi à la résilience des communautés et à l'adaptation aux changements climatiques. En 2023, l'UNICEF et ses partenaires ont permis à 256 500 personnes dans cinq États d'accéder à de l'eau salubre grâce à la remise en état de systèmes de pompage, de traitement, de désinfection et de distribution de l'eau et à la mise en place de technologies fonctionnant à l'énergie solaire.

Dans la localité autochtone reculée de San Francisco del Guayo, à six heures de bateau de Tucupita, la capitale de l'État de Delta Amacuro, les communautés avaient l'habitude de consommer de l'eau non traitée directement puisée dans le fleuve Orénoque pour boire, préparer les repas et assurer leur hygiène. Cette pratique augmentait

la prévalence des pathologies d'origine hydrique telles que les maladies cutanées et gastro-intestinales. Ce dont la communauté avait le plus besoin était un service d'approvisionnement en eau sûr et opérationnel, y compris lors de phénomènes météorologiques extrêmes. L'UNICEF et ses partenaires ont construit une usine de traitement de l'eau à énergie solaire, laquelle a bénéficié à quelque 15 000 personnes à San Francisco del Guayo et dans les communautés fluviales voisines. Parce qu'elle n'est pas tributaire d'un réseau électrique peu fiable, l'usine de traitement possède une plus grande résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes, tout en favorisant la réduction des gaz à effet de serre. Cette intervention a non seulement fourni de l'eau aux ménages, mais a également contribué à l'amélioration des services EAH dans les établissements scolaires de San Francisco del Guayo et dans un hôpital. En outre, les installations de la nouvelle usine servent de point de rencontre pour la communauté, et favorisent les bonnes pratiques en matière d'hygiène ainsi que les activités liées à la protection, à la santé et à l'éducation, trois domaines qui s'inscrivent dans le cadre de l'action de l'UNICEF en faveur des changements comportementaux au sein des communautés.

Venezuela (République bolivarienne du), 2023

© UNICEF/UNI419014/Delacroix



**Venezuela (République
bolivarienne du), 2023**

Dahir Franco, âgé de 10 ans, s'approvisionne en eau potable auprès de l'usine de traitement de l'eau à énergie solaire installée par l'UNICEF à San Francisco del Guayo, dans l'État de Delta Amacuro.

© UNICEF/UN0824385/Pocaterra

Étude de cas

Détection précoce de la baisse des nappes d'eau souterraine à Madagascar

La région méridionale de Madagascar, semi-aride, a été durement touchée par plusieurs années de sécheresse intense, à la suite desquelles plus de 4,8 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Cette région possède la couverture la plus faible en matière d'approvisionnement en eau, situation qui est aggravée par les changements climatiques. Le manque de précipitations et d'autres facteurs environnementaux ayant également affecté la végétation et la production agricole, de nombreux habitants se trouvent confrontés à une famine sévère. Les niveaux élevés d'insécurité alimentaire ont contraint des centaines de personnes à quitter leur foyer et à migrer en quête de moyens de subsistance plus sûrs. D'après les estimations, 479 000 enfants âgés de moins de 5 ans devraient souffrir de malnutrition aiguë dans la région en 2023.

Afin de mieux comprendre et prévoir les risques de sécheresse, l'UNICEF, en collaboration avec l'Union européenne et le Ministère de l'eau, de l'énergie et des hydrocarbures, a développé un système d'alerte précoce (GEWS) permettant de surveiller les nappes d'eau et d'anticiper les sécheresses. Ce système contrôle la qualité des eaux souterraines et calcule la probabilité d'une sécheresse en combinant les mesures de la pression des eaux souterraines et les données satellitaires. L'évolution des tendances en matière de

sécheresse est déterminée à partir de moyennes à long terme (20 ans pour les précipitations et 17 ans pour l'indice de végétation), qui servent de références auxquelles les conditions présentes sont comparées tout au long de l'année, ce qui permet de distinguer différents niveaux d'intensité de la sécheresse.

Le système GEWS s'est révélé un outil essentiel pour comprendre la vulnérabilité du sud de Madagascar aux sécheresses récurrentes, et en raison de sa capacité à suivre les précipitations et la croissance de la végétation. Il est aujourd'hui possible de surveiller une sécheresse et de lancer des alertes précoces pour améliorer l'efficacité et la proactivité des interventions. Le système GEWS a en outre favorisé une meilleure planification des pratiques d'adaptation à la sécheresse telles que l'approvisionnement en eau par camions-citernes, ainsi que le déploiement d'interventions rapides.

Les données fournies par le système sont comparées aux évaluations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de mieux cibler les populations vulnérables dans les districts méridionaux touchés par la sécheresse. Un bulletin mensuel consacré à la sécheresse, établi d'après les données recueillies, est publié et diffusé auprès des partenaires du secteur EAH, des communautés et des agriculteurs, qui bénéficient ainsi d'informations leur permettant de mieux orienter

la planification et la mise en œuvre des programmes relatifs à l'eau, ainsi que le coût de cette dernière.

Actuellement, l'UNICEF est en train d'élargir la cartographie des nappes d'eau souterraine, afin que tous les nouveaux points d'eau puissent faire l'objet d'une communication de données en ligne. La cartographie permettra d'assurer un suivi de l'utilisation de l'eau et d'éviter la surexploitation des ressources d'eau souterraine, déjà fragilisées par les changements climatiques.

Madagascar, 2021

© UNICEF/JN0406738/Andrianantenaina





Madagascar, 2021

Dans le sud de Madagascar, frappé par la sécheresse, des enfants collectent de l'eau auprès d'une source quasiment tarie. Cette photo illustre les conditions de vie des familles très défavorisées qui luttent quotidiennement pour trouver de l'eau. En plus d'être sale, l'eau est difficile à boire en raison de sa salinité.

© UNICEF/UN0406738/Andrianantenaina

Étude de cas

Une éducation résiliente aux changements climatiques et une participation des jeunes aux actions locales en Inde



En Inde, l'État du Maharashtra, « capitale » économique du pays où se trouve la ville de Mumbai, a vu se multiplier par 7 le nombre de sécheresses et par 6 le nombre d'inondations et de cyclones au cours des dix dernières années. Les eaux souterraines constituent la principale source d'eau potable dans près de 85 % des zones rurales, dont environ les deux tiers sont sujettes à la sécheresse. La population est fortement tributaire des forages et des puits pour satisfaire ses besoins domestiques en eau. Les sécheresses répétées ont entraîné des décès et des pertes de récolte, des réinstallations et une perturbation des services de base essentiels, notamment dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Les jeunes de l'État du Maharashtra ont fait entendre leurs voix au sujet de la crise climatique et ont brillamment fait preuve d'innovation au niveau local.

Le programme Maha Youth for Climate Action (MYCA) est le fruit d'un partenariat entre le Département d'État de l'environnement et des changements climatiques, l'UNICEF au Maharashtra et d'autres entités. Il compte plus de 500 défenseurs des droits des jeunes et militants pour le climat, qui s'efforcent d'influer au niveau de leur État sur les politiques et les programmes liés aux changements climatiques, et de sensibiliser leurs communautés. Le programme offre trois niveaux de

formation couvrant la planification de l'action climatique, la communication de données relatives à celle-ci, ainsi que le plaidoyer et la stratégie climatiques, suivis de modules d'autoformation au plaidoyer climatique. Dans le cadre du MYCA, l'UNICEF a financé des bourses visant à accélérer l'action climatique au niveau local et à permettre à des militants talentueux d'entreprendre des initiatives écologiques dans leur secteur. Certains participants au programme ont ainsi bénéficié d'une bourse et d'un mentor pour les aider à renforcer leurs compétences en matière d'environnement et encourager l'engagement durable des jeunes.

L'initiative MYCA a permis de former 2,8 millions de jeunes, 465 000 enfants, plus de 10 000 enseignants et 1 000 professeurs d'université. Les actions et le plaidoyer menés par les jeunes dans l'État du Maharashtra ont porté leurs fruits et conduit les pouvoirs publics à mettre en œuvre un programme d'enseignement sur le climat en première et deuxième années d'école primaire, dont ont bénéficié 65 000 établissements, ainsi que des plans de renforcement des capacités de 100 maîtres formateurs et 10 000 instituteurs par le biais de formations sur le climat.

En 2022, l'UNICEF a appuyé la participation de 10 jeunes membres du MYCA à la Conférence locale de la jeunesse (LCOY), aux côtés de 110 jeunes délégués

nationaux. Les participants à la conférence ont élaboré une déclaration nationale de la jeunesse, qui a été soumise à la 17^e Conférence de la jeunesse (COY17), puis à la présidence de la COP27 sous la forme d'une déclaration mondiale de la jeunesse. Durant les trois prochaines années, 700 000 jeunes participeront à des actions en quasi-autonomie et à la communication de données sur la préservation de l'eau.

Inde, 2023

© UNICEF/UN0828751/India Country Office

Étude de cas

Réduction des émissions de gaz à effet de serre produites par les installations d'assainissement à Kampala, en Ouganda



Les changements climatiques et l'assainissement sont intrinsèquement liés. Des installations d'assainissement gérées de manière inadéquate produisent d'importantes émissions de gaz à effet de serre (GES), contribuant ainsi à la crise climatique mondiale. En outre, les changements climatiques endommagent les services et les infrastructures d'assainissement et déplacent des populations dans des zones offrant un accès limité à des installations d'assainissement gérées en toute sécurité. La croissance démographique se traduit par une production accrue d'excreta humains, dont 57 % ne sont pas traités de manière centralisée par un système d'égouts. En 2022, on dénombrait encore 36 pays dont les taux de défécation en plein air étaient compris entre 5 et 25 %, et 13 pays où plus de 1 personne sur 4 avait encore recours à cette pratique.

Les données relatives aux émissions de GES provenant de l'assainissement sont rares. Selon les estimations d'un rapport publié en 2022, les émissions mondiales de méthane issues de systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts équivalaient à environ 377 tonnes de dioxyde de carbone par an, soit 4,7 % des émissions de méthane anthropiques. Le méthane et l'oxyde nitreux, qui sont les gaz à effet de serre majoritairement émis par les systèmes d'assainissement, ont un potentiel de réchauffement

respectivement 25 et 300 fois plus important que le dioxyde de carbone. Il est donc essentiel de recueillir des données et d'acquérir des connaissances actualisées sur la corrélation entre les changements climatiques et l'assainissement, et sur la manière dont ce dernier contribue aux émissions de GES.

Dans le cadre d'une analyse évoquant Kampala, la capitale de l'Ouganda, une estimation des émissions à toutes les étapes de la chaîne des services d'assainissement a été réalisée. Cette ville a été retenue pour la disponibilité de ses données et en raison du fait qu'elle dispose à la fois d'installations d'assainissement sur site (78 %) et raccordées à un réseau d'égouts (22 %). L'analyse a démontré que les longues périodes de stockage des déchets fécaux dans des cuves anaérobies scellées (49 %), la vidange des cuves et des fosses directement dans des égouts à ciel ouvert (4 %), le dépôt sauvage de déchets fécaux (2 %), les fuites d'égouts (6 %), les eaux usées non traitées (7 %) et l'absence de capture des émissions de méthane dans les usines de traitement (31 %) contribuent à des niveaux élevés d'émissions de GES. Le système d'assainissement de la ville, qui produit 189 kilotonnes de CO₂ par an, représente probablement une part importante des émissions totales de la ville. Les résultats laissent entendre que les installations d'assainissement et leur gestion

pourraient jouer un rôle déterminant dans la réduction des gaz à effet de serre, en particulier du méthane. Ainsi, l'amélioration de la gestion de l'assainissement tout au long de la chaîne de service, ainsi que le contrôle des émissions, permettraient de réduire significativement leur impact à long terme sur le climat.

Ouganda, 2022

© UNICEF/UN0714839/Abdul



PARTIE 3

Actions cruciales à mettre en œuvre pour garantir aux enfants une planète habitable

Madagascar, 2023

Nady, âgée de 13 ans, pose devant sa nouvelle salle de classe provisoire, aménagée par l'UNICEF après les ravages provoqués par le cyclone Freddy en février et mars 2023.

© UNICEF/UN0831644/Andriantsoarana

Comme l'indique ce rapport, l'insécurité hydrique, exacerbée par les changements climatiques, fait peser une menace sérieuse sur la santé et l'avenir des enfants. À moins d'agir immédiatement, les progrès réalisés jusqu'à présent pour fournir à chaque enfant des services EAH sûrs risquent d'être réduits à néant.

Toutefois, la vulnérabilité hydrique n'est que l'une des composantes de la crise climatique. Face à cette dernière, il est nécessaire de mettre en place des mesures globales dans tous les secteurs pour garantir aux enfants un avenir digne de ce nom.

La COP28 constitue un tournant décisif dans la lutte contre les changements climatiques. Les dirigeants du monde entier ainsi que la communauté internationale doivent prendre des mesures cruciales, avec et pour les enfants, afin d'intégrer les besoins et les droits des enfants dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de garantir une planète habitable.

Aussi, lors de la COP28, l'UNICEF appelle à :

1

Élever les enfants au rang d'acteurs à part entière dans la décision de couverture de la COP28 et à convoquer un dialogue d'experts sur les enfants et les changements climatiques.

Ces deux étapes clés permettront de garantir une action climatique en faveur des enfants sur le long terme.

Le Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh a franchi une étape décisive en reconnaissant l'importance de la participation des enfants dans la planification et l'application des politiques et des mesures de lutte contre les changements climatiques. En prenant appui sur ces avancées, les parties de la COP28 pourraient envisager d'inviter l'Organe subsidiaire de mise en œuvre à convoquer un dialogue d'experts sur les enfants et les changements climatiques. Ce dialogue pourrait viser à définir une approche holistique en matière d'action climatique qui tienne compte des enfants, notamment de leurs besoins propres et accrus par rapport aux adultes, ainsi que de leur participation.

2

Intégrer les enfants et l'équité intergénérationnelle dans le Bilan mondial.

Placer les enfants au cœur des préoccupations du Bilan mondial, lequel fournira des orientations en vue du prochain cycle de soumissions des CDN, créera un précédent qui permettra de mieux prendre en compte les enfants et d'articuler les travaux des prochaines CDN autour de leurs besoins. Il est essentiel que le rapport du Bilan mondial indique clairement la nécessité, dans le cadre des prochaines propositions de CDN, d'intégrer à la fois les enfants et les questions de genre en :

- Accordant aux enfants le statut de groupe vulnérable nécessitant une protection et des investissements spécifiques, en particulier en matière d'adaptation et de pertes et préjudices ;
- Reconnaisant la nécessité d'une participation constructive et intersectorielle des enfants et des jeunes dans les processus de prise de décision, et ce à tous les niveaux ;
- Affirmant que les approches concernant l'action climatique doivent être alignées sur les obligations en matière de droits humains dans les différents pays, y compris sur les droits des enfants et le principe d'équité intergénérationnelle.

3

Prendre en compte les enfants et la nécessité de mettre en place des services essentiels résilients aux changements climatiques dans la décision finale portant sur l'objectif mondial en matière d'adaptation.

Garantir l'intégration de recommandations clés en faveur des enfants dans le texte de cette décision renforcera la mise en place de services adaptés aux enfants dans chaque pays pour les années à venir. Pour faire en sorte que le cadre de l'objectif mondial en matière d'adaptation tienne compte des enfants, plusieurs mesures peuvent être envisagées, à savoir :

- Intégrer les droits des enfants et l'équité intergénérationnelle dans les considérations générales et intersectorielles du cadre de l'objectif mondial en matière d'adaptation ;
- Reconnaître les enfants et la jeunesse comme des acteurs clés de l'action en faveur du climat afin d'appuyer les approches favorisant leur inclusion et leur participation ;
- Identifier des objectifs pour les thématiques/secteurs recensés dans la Décision 3/CMA.4, en accordant la priorité aux services sociaux essentiels pour les enfants et les communautés les plus à risque, notamment à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement, à la santé, à la nutrition (l'alimentation et l'agriculture) ainsi qu'à la protection sociale (moyens de subsistance) ;
- Ajouter le secteur de l'éducation à la liste des thématiques ;
- Rendre obligatoire l'élaboration d'indicateurs ventilés par âge et par sexe dans le cadre de l'objectif mondial en matière d'adaptation, afin de mieux cerner les besoins des enfants et d'autres groupes vulnérables ainsi que les avancées réalisées dans ce domaine.

4

Faire en sorte que le Fonds pour les pertes et les préjudices ainsi que ses modalités de financement répondent aux besoins des enfants, et que les droits de l'enfant soient ancrés dans les processus de gouvernance et de prises de décision du Fonds.

Il est notamment essentiel que le Fonds et ses modalités de financement :

- Respectent et protègent les droits de l'enfant, notamment l'intérêt supérieur de l'enfant et son droit à être entendu, dans les décisions de financement des pertes et des préjudices, mais aussi dans le cadre de l'instrument régissant le Fonds pour les pertes et les préjudices, de ses mécanismes en matière de responsabilité et de ses lignes directrices ;
- Veillent à ce que le financement fournisse une aide immédiate à la suite d'événements soudains, mais aussi qu'il renforce la résilience à long terme des enfants, y compris de ceux touchés par des phénomènes à évolution lente ;
- Investissent dans des systèmes d'alerte précoce et des mesures préventives, une protection sociale capable de s'adapter et de répondre aux chocs, la réduction des risques de catastrophe, ainsi que dans des stratégies plus larges d'adaptation et d'atténuation en la matière et dans leur financement en vue de faire face aux répercussions économiques et non économiques ;
- Affectent des ressources importantes aux services sociaux cruciaux pour les enfants, notamment à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, à la nutrition, aux énergies propres, à l'eau, à l'assainissement et à la protection infantile et sociale ;
- Mettent en place un guichet de financement dédié aux communautés locales, afin de favoriser un financement plus inclusif, plus équitable et plus efficace de l'action climatique tout en répondant aux priorités des enfants en fonction de chaque contexte.

Au-delà de la COP28, l'UNICEF appelle les parties à :

PROTÉGER la vie, la santé et le bien-être des enfants et la résilience de leurs communautés en adaptant les services sociaux essentiels à un climat en plein bouleversement, à la fréquence accrue des catastrophes et à la dégradation de l'environnement. Pour y parvenir, il convient :

- De renforcer le financement de l'action climatique. Les promesses de doubler le financement de l'adaptation doivent être honorées puis augmentées ;
- D'accroître les fonds à destination des pays vulnérables qui subissent déjà des pertes et des préjudices irréversibles ;
- De réaliser un examen en profondeur du Comité permanent du financement afin de garantir une meilleure prise en compte des droits de l'enfant dans les mandats de ce dernier ;
- De réformer le système de financement international dans le cadre de l'initiative Bridgetown, portée par le Secrétaire général des Nations Unies, afin de permettre aux pays d'apporter une réponse adaptée à la crise climatique ;
- D'augmenter les investissements en faveur de la collecte de données et des systèmes et services sociaux essentiels fondés sur des éléments de preuve, tels que la santé, la nutrition, l'éducation, les services EAH et la protection sociale, afin de renforcer la capacité d'adaptation des enfants aux répercussions des changements climatiques et leur résistance aux chocs ;
- Que le secteur privé agisse et mobilise ses propres ressources, connaissances, expertise, technologies, solutions novatrices et mécanismes de financement pour renforcer les services sociaux essentiels destinés aux enfants, y compris au moyen de solutions énergétiques propres ;
- Que les investisseurs et les entreprises qui participent au financement de l'action climatique mondiale renforcent leurs engagements en matière de financement de l'adaptation.

AUTONOMISER chaque enfant tout au long de sa vie en lui fournissant des opportunités de développement, une éducation et les compétences nécessaires pour devenir un défenseur de l'environnement. Pour ce faire, il convient :

- De faire participer les enfants et les jeunes (qui peuvent porter les revendications des groupes de jeunes de leur pays, et notamment celles des groupes marginalisés) aux délégations de la COP28, aux équipes de négociation et à tous les organes et forums officiels prenant part aux décisions politiques ;
- D'investir davantage dans les actions menées par la jeunesse pour lutter contre les changements climatiques ;
- D'accroître les investissements en faveur de l'éducation au développement durable, dont l'effet multiplicateur est considérable. Renforcer l'éducation des jeunes permettra de renforcer leurs connaissances et leurs compétences, lesquelles contribueront à l'adoption de meilleures pratiques en matière de développement durable et à une réduction des émissions aux échelons individuel, institutionnel et communal ;
- Que le secteur privé tire le meilleur parti des occasions de renforcer la capacité d'adaptation des jeunes.

RÉDUIRE les émissions et conclure des accords internationaux ambitieux en matière de développement durable et de changements climatiques. De telles mesures supposent notamment que :

- Les économies développées atteignent zéro émission nette à une date la plus proche possible de 2040 et appuient les économies émergentes en leur fournissant un savoir-faire pour qu'elles parviennent à zéro émission nette d'ici à 2050 ou avant ;
- Les entreprises réduisent leurs émissions, adoptent des solutions énergétiques propres, fixent des objectifs fondés sur des données scientifiques, élaborent des plans d'action pour la transition climatique, investissent dans des solutions à zéro émission nette et publient leurs avancées en la matière.



Mali, 2023

Photo d'une jeune fille dans un camp pour personnes déplacées situé à Bawa, dans le nord-est du Mali.

© UNICEF/UNI430555/N'Daou

ANNEXE

Pays où les enfants sont les plus exposés aux risques – Classements de l'IRCE

L'Indice des risques climatiques pour les enfants (IRCE), publié pour la première fois en 2021, repose sur deux piliers centraux :

1. L'exposition aux aléas, chocs et stress climatiques et environnementaux,
2. La vulnérabilité des enfants.

Il rassemble dans ces deux catégories 57 indicateurs afin de mesurer les risques existant dans 163 pays.

Indice des risques climatiques pour les enfants

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
1	République centrafricaine	6,7	9,8	8,7
2	Tchad	7,0	9,4	8,5
2	Nigéria	8,8	8,1	8,5
4	Guinée	7,7	8,9	8,4
4	Guinée-Bissau	6,4	9,5	8,4
4	Somalie	7,0	9,3	8,4
7	Niger	7,3	8,9	8,2
7	Soudan du Sud	6,8	9,2	8,2
9	République démocratique du Congo	7,2	8,6	8,0
10	Angola	6,5	8,9	7,9
10	Cameroun	7,8	7,9	7,9
10	Madagascar	7,8	7,9	7,9
10	Mozambique	7,5	8,2	7,9
14	Pakistan	8,7	6,4	7,7
15	Afghanistan	7,3	7,9	7,6
15	Bangladesh	9,1	5,1	7,6
15	Bénin	7,1	8,1	7,6
15	Burkina Faso	7,3	7,8	7,6
15	Éthiopie	7,1	8,1	7,6
15	Soudan	6,9	8,2	7,6
15	Togo	7,8	7,3	7,6

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
22	Côte d'Ivoire	7,2	7,7	7,5
22	Guinée équatoriale	5,1	8,9	7,5
22	Libéria	6,8	8,1	7,5
22	Sénégal	7,9	7,1	7,5
26	Inde	9,0	4,6	7,4
26	Sierra Leone	6,9	7,9	7,4
26	Yémen	7,0	7,8	7,4
29	Haïti	6,7	7,8	7,3
29	Mali	7,0	7,5	7,3
31	Érythrée	5,5	8,3	7,1
31	Myanmar	8,3	5,4	7,1
31	Philippines	8,9	4,0	7,1
34	Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,1	8,3	7,0
35	République populaire démocratique de Corée	8,2	5,0	6,9
35	Ghana	8,2	5,0	6,9
37	Gambie	6,5	7,1	6,8
37	Ouganda	6,3	7,3	6,8
37	Viet Nam	8,8	3,0	6,8
40	Chine	9,0	2,0	6,7
40	République démocratique populaire lao	7,5	5,8	6,7
40	Malawi	5,7	7,5	6,7
40	Mauritanie	6,1	7,2	6,7
40	République-Unie de Tanzanie	6,2	7,2	6,7
45	Zambie	5,3	7,6	6,6
46	Cambodge	7,2	5,6	6,5
46	Indonésie	8,1	4,2	6,5
48	Congo	6,0	6,8	6,4
49	Kenya	6,2	6,4	6,3
50	Thaïlande	8,4	2,3	6,2
51	Burundi	4,3	7,4	6,1
51	Népal	7,5	4,2	6,1

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
51	Zimbabwe	5,7	6,5	6,1
54	Guatemala	6,6	5,1	5,9
54	Mexique	7,7	3,1	5,9
56	Djibouti	4,3	6,9	5,8
57	Rwanda	4,5	6,7	5,7
58	Égypte	7,3	3	5,6
59	Honduras	6,5	4,3	5,5
59	Venezuela (République bolivarienne du)	6,8	3,9	5,5
61	Colombie	6,9	3,4	5,4
61	Équateur	6,9	3,5	5,4
61	Iraq	7	3,1	5,4
61	Lesotho	4	6,6	5,4
61	Malaisie	7,2	2,8	5,4
61	Maroc	7	3,3	5,4
61	Sri Lanka	7	3,3	5,4
61	Tadjikistan	6,7	3,6	5,4
61	Ouzbékistan	7,5	2,2	5,4
70	Brésil	7,3	2,4	5,3
70	Iran (République islamique d')	7,3	2,3	5,3
72	République dominicaine	6,4	3,7	5,2
72	Eswatini	3,4	6,6	5,2
72	République de Corée	7,3	1,8	5,2
72	Îles Salomon	4,1	6,1	5,2
72	Afrique du Sud	5,7	4,7	5,2
77	El Salvador	6,3	3,5	5,1
77	Gabon	5,4	4,8	5,1
77	Namibie	5,3	4,9	5,1
80	Bolivie (État plurinational de)	5,5	4,5	5
80	Pérou	6,4	3,3	5
80	Suriname	6,5	3,1	5
80	États-Unis	7,3	1,3	5
84	Albanie	6,5	2,5	4,8
84	Botswana	4,5	5	4,8
84	Guyana	6	3,3	4,8

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
84	République arabe syrienne	5,3	4,2	4,8
88	Cuba	6,4	2,4	4,7
88	Arabie saoudite	6,8	1,7	4,7
90	Algérie	6,2	2,6	4,6
90	Nicaragua	4,6	4,5	4,6
90	Fédération de Russie	6,5	1,8	4,6
90	Turkménistan	6,5	2,0	4,6
94	Japon	6,3	2,1	4,5
94	Jordanie	5,5	3,4	4,5
94	Kirghizistan	6,2	2,2	4,5
97	Libye	5,5	3,2	4,4
97	Oman	6,2	1,9	4,4
97	Turquie	5,8	2,7	4,4
100	Émirats arabes unis	6,0	2,0	4,3
101	Mongolie	5,2	3,1	4,2
102	Argentine	5,6	2,2	4,1
102	France	6,1	1,2	4,1
102	Italie	5,9	1,8	4,1
102	Kazakhstan	5,7	1,9	4,1
102	République de Moldova	5,2	2,7	4,1
102	Roumanie	5,4	2,5	4,1
108	Chili	5,8	1,5	4,0
109	Paraguay	4,5	3,3	3,9
109	Serbie	5,2	2,2	3,9
111	Azerbaïdjan	4,1	3,4	3,8
111	Belize	4,9	2,6	3,8
111	Bhoutan	4,3	3,3	3,8
111	État de Palestine	5,1	2,3	3,8
111	Ukraine	5,3	2,0	3,8
111	Royaume-Uni	5,6	1,3	3,8
117	Arménie	4,4	2,9	3,7
117	Canada	5,4	1,5	3,7
117	Israël	5,3	1,6	3,7
117	Espagne	5,3	1,7	3,7

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
121	Australie	5,4 ●	1,2 ●	3,6 ●
121	Bulgarie	4,1 ●	3,0 ●	3,6 ●
121	Liban	4,4 ●	2,7 ●	3,6 ●
121	Panama	3,7 ●	3,4 ●	3,6 ●
121	Tunisie	4,5 ●	2,5 ●	3,6 ●
126	Pologne	5,0 ●	1,7 ●	3,5 ●
127	Macédoine du Nord	4,6 ●	2,0 ●	3,4 ●
128	Grèce	4,7 ●	1,7 ●	3,3 ●
128	Koweït	4,6 ●	1,8 ●	3,3 ●
130	Bélarus	4,7 ●	1,3 ●	3,2 ●
130	Croatie	4,0 ●	2,4 ●	3,2 ●
130	Hongrie	4,4 ●	1,8 ●	3,2 ●
133	Bahreïn	3,9 ●	2,3 ●	3,1 ●
133	Qatar	4,1 ●	1,9 ●	3,1 ●
135	Bosnie-Herzégovine	3,8 ●	2,2 ●	3,0 ●
135	Portugal	4,4 ●	1,4 ●	3,0 ●
135	Uruguay	4,0 ●	1,9 ●	3,0 ●
138	Costa Rica	3,5 ●	2,2 ●	2,9 ●
138	Slovaquie	3,7 ●	2,0 ●	2,9 ●
140	Monténégro	3,4 ●	1,9 ●	2,7 ●
140	Pays-Bas	4,1 ●	1,0 ●	2,7 ●
142	Géorgie	2,8 ●	2,3 ●	2,6 ●
142	Allemagne	3,9 ●	1,1 ●	2,6 ●
142	Lettonie	3,3 ●	1,9 ●	2,6 ●
145	Belgique	3,8 ●	0,9 ●	2,5 ●
145	Chypre	3,5 ●	1,4 ●	2,5 ●
147	Brunéi Darussalam	2,9 ●	1,8 ●	2,4 ●
147	Tchéquie	3,2 ●	1,6 ●	2,4 ●
147	Danemark	3,6 ●	0,9 ●	2,4 ●
147	Lituanie	2,6 ●	2,1 ●	2,4 ●
147	Suisse	3,3 ●	1,3 ●	2,4 ●
152	Slovénie	3,0 ●	1,5 ●	2,3 ●
153	Liechtenstein	3,3 ●	1,0 ●	2,2 ●
154	Autriche	2,6 ●	1,5 ●	2,1 ●

RANG IRCE	PAYS	FACTEURS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX	VULNÉRABILITÉ DES ENFANTS	INDICE DES RISQUES CLIMATIQUES POUR LES ENFANTS
154	Irlande	2,3 ●	1,8 ●	2,1 ●
154	Malte	2,9 ●	1,2 ●	2,1 ●
154	Norvège	3,3 ●	0,8 ●	2,1 ●
158	Suède	2,8 ●	0,7 ●	1,8 ●
159	Estonie	2,1 ●	1,2 ●	1,7 ●
159	Finlande	2,6 ●	0,7 ●	1,7 ●
161	Nouvelle-Zélande	2,4 ●	0,8 ●	1,6 ●
162	Luxembourg	1,1 ●	1,8 ●	1,5 ●
163	Islande	1,0 ●	0,9 ●	1,0 ●

Pour chaque enfant

Qui que ce soit.

Où qu'il habite.

Chaque enfant mérite une enfance.

Un avenir.

Une vraie chance.

C'est pour cela que l'UNICEF est là.

Pour chaque enfant du monde entier.

Jour après jour.

Dans plus de 190 pays et territoires.

Atteignant les enfants les plus difficiles
à atteindre.

Les plus éloignés d'une main secourable.

Les plus exclus.

C'est pour cela que nous restons jusqu'au bout.

Et n'abandonnons jamais.



pour chaque enfant

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Novembre 2023

Publié par l'UNICEF

Division de la communication mondiale et du plaidoyer

3 United Nations Plaza

New York, NY 10017, États-Unis

Courrier électronique : pubdoc@unicef.org

Site Web : www.unicef.org